

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 299 - MARS 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 299

- Viandes bovines
 - Jeunes bovins
 - France - Poursuite timide de la remontée des prix
 - Europe - Baisse saisonnière des cours
 - Femelles
 - France - offre en retrait, remontée des cours
 - Europe - Un cheptel européen en baisse pour une production 2019 en retrait - Les cours des vaches remontent, sauf en Irlande
 - Maigre - L'offre limitée soutient les cours
 - Veaux de boucherie - Dégradation marquée des cours
 - Veaux nourrissons - Cours déprimés
- Lait de vache
 - Collecte laitière - Toujours en baisse début 2019
 - Marché des produits laitiers - Cours bien orientés
- Viande ovine
 - France - La cotation française amorce sa hausse saisonnière
 - UE et monde - Les disponibilités sont toujours en recul en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni
- Lait de chèvre et viande
 - Lait de chèvre - France - Des fromages de chèvre toujours plus exportés
 - Viande caprine - La hausse du cheptel caprin se poursuit
- Croissance laitière stoppée en 2018, relancée en 2019 ?

Un marché hétérogène

La situation des marchés bovins viande est actuellement très hétérogène. Si les disponibilités limitées en gros bovins maigres comme finis semblent profiter aux prix des femelles et des broutards, la situation est plus contrastée en JB. Les marchés des veaux sont à la peine.

En France, l'offre limitée en broutards, en femelles et en JB a des effets positifs sur les prix. Les marchés des veaux nourrissons et de boucherie restent globalement déprimés.

En Europe, la situation est contrastée : le marché des femelles profite de la baisse généralisée des réformes suite à la sécheresse de 2018. La réduction du cheptel européen devrait d'ailleurs entraîner une diminution de la production en 2019. En JB, la baisse saisonnière des cours est à l'œuvre partout sauf en France. Le marché européen des veaux de boucherie est particulièrement lourd.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France » Poursuite timide de la remontée des prix

La réduction des effectifs de mâles, combinée à une offre plus limitée sur le marché européen, en mâles comme en femelles, permet aux cours de poursuivre leur redressement après un 2nd semestre grevé par un excès de réformes lié à la sécheresse.

Des abattages limités surtout en lait, liés à des effectifs en baisse

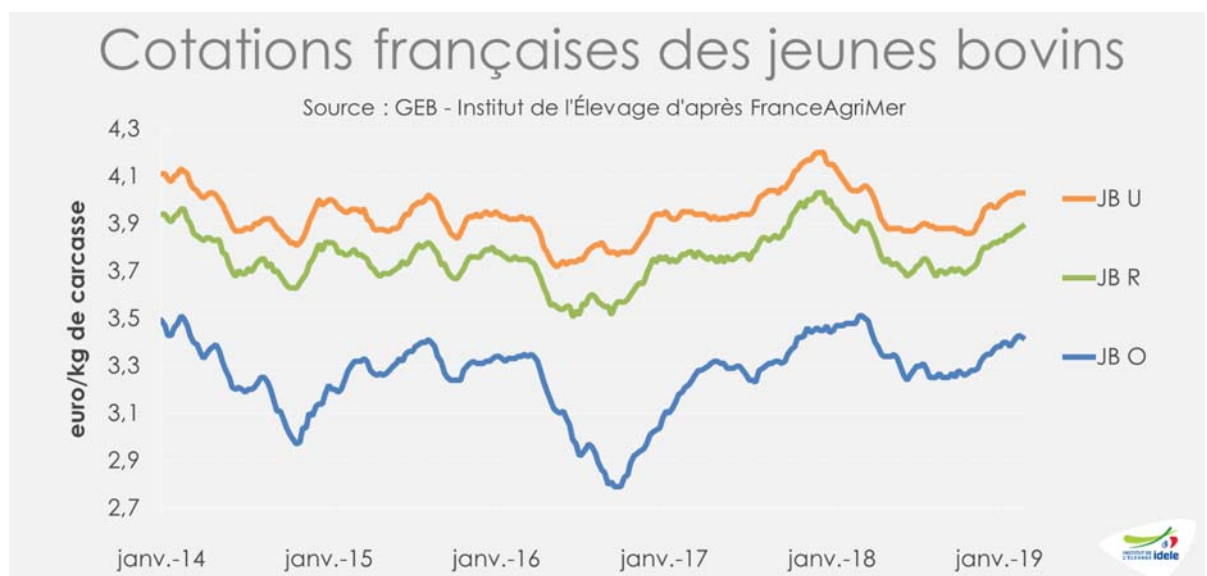
Les abattages de JB sont désormais en retrait en lait comme en viande. En février, seulement 10 000 JB laitiers ont été abattus (-10% /2018), cette catégorie est en repli depuis de nombreux mois. Le constat est à présent identique pour les JB de races à viande, même si l'ampleur de la baisse est plus limitée. D'après les données de Normabev, les abattages de type viande ont reculé de -2% /2017 sur l'ensemble du mois de février.

Ces abattages en retrait quel que soit le type de JB produit sont liés à des stocks dont les niveaux sont au plus bas :

- C'est le cas depuis de nombreux mois pour les JB de races laitières. Au 1^{er} février 2019, les effectifs de mâles laitiers de 12-18 mois comme ceux de 18-24 mois étaient en recul (respectivement de -11 000 et -10 000 têtes par rapport au 1^{er} février 2018) confirmant à nouveau le déclin de la production.
- C'est désormais le cas en JB de races à viande dont la réduction des effectifs, entamée depuis le 2nd semestre de 2018, avait été freinée par l'afflux de réformes sur l'ensemble du marché communautaire. Au 1^{er} février, les effectifs de mâles type viande de 12-18 mois comme ceux de 18-24 mois étaient moindres (respectivement de -34 000 et -2 000 têtes).

Les prix poursuivent une remontée... timide !

Les cours français profitent timidement de la baisse de l'offre sur le territoire national comme ailleurs en Europe. Les cotations des JB U, R et O ont gagné 4 centimes sur les 4 dernières semaines connues. A 3,89 €/kg de carcasse en semaine 9, c'est la cotation du JB R qui se démarque en atteignant un niveau supérieur aux deux années précédentes (+1% /2018 et +3% /2017). Le constat est plus mitigé pour les cours du JB U (4,09 €/kg ; = /2018 et +2% /2017) et O (3,42 €/kg ; -2% /2018 mais +6% /2017) qui peinent à atteindre leur niveau de l'année passée. Le début de la baisse saisonnière des cours en Italie pénalise les animaux les plus conformés.

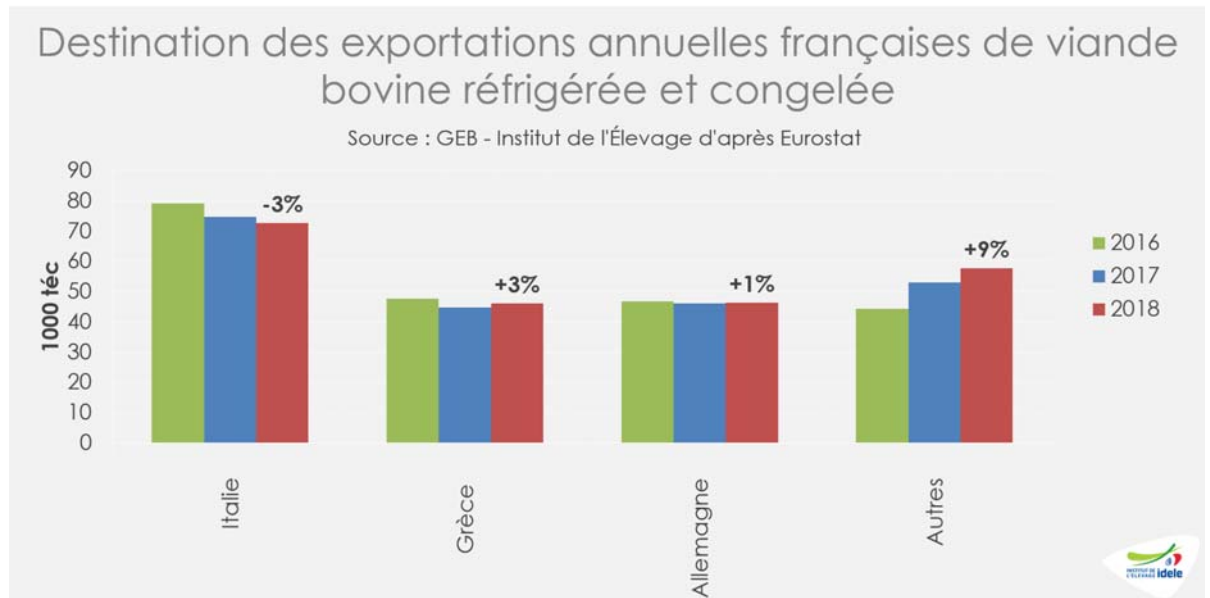


Export : l'année 2018 marquée par l'émergence de « nouveaux » clients

Sur l'ensemble de l'année 2018, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont atteint 223 000 téc (+2% /2017 et +2% /2016). Si les envois ont fait mieux que résister en Allemagne (+1% /2017) et surtout en Grèce (+3% /2017), ils sont clairement en baisse vers le premier importateur de produits français : l'Italie (-3% /2017), où le retour de la viande d'Amérique du Sud a concurrencé la viande européenne.

Les principales progressions sont à aller chercher du côté de marchés jusque-là secondaire, notamment au sein de l'Union européenne comme les Pays-Bas par exemple (+15% /2017). A noter que la forte progression des envois vers la Belgique (19 000 téc ; soit +24% /2017) est en partie liée à des abattages de bovins vifs provenant Belgique et réexpédiés en carcasse.

Pour plus d'infos : L'année économique viande bovine 2018. Perspectives 2019.

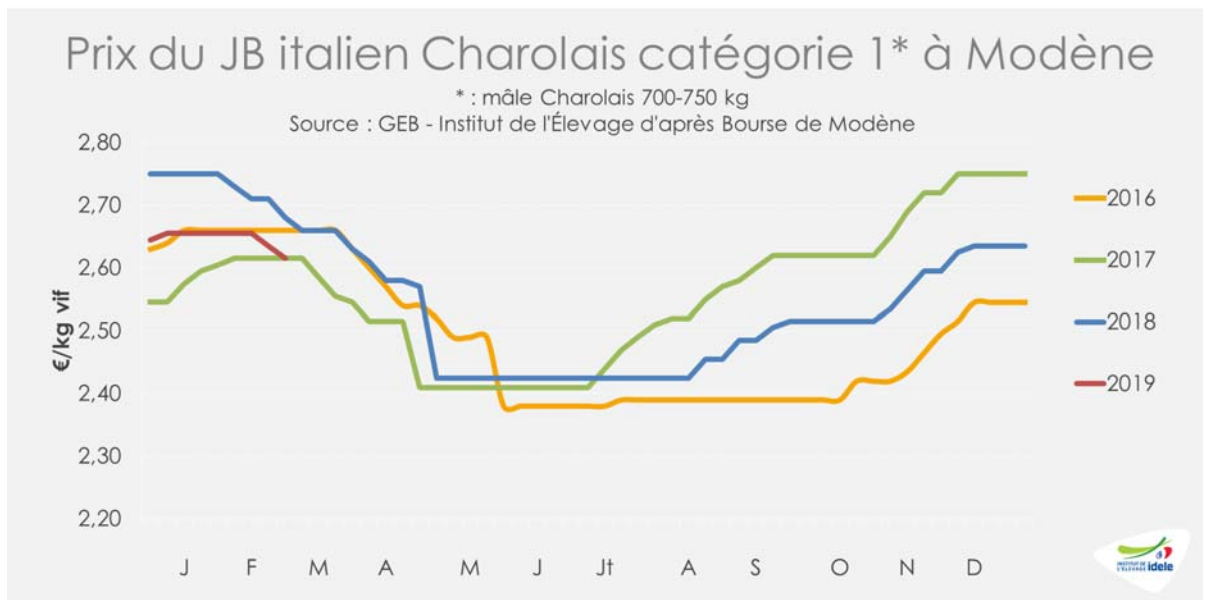


Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe » Baisse saisonnière des cours

La réduction de l'offre observée depuis la fin de 2018 sur le marché européen se confirme presque partout. Ceci n'empêche pas les prix d'amorcer leur baisse saisonnière : après l'Allemagne, c'est au tour de l'Italie de voir ses prix perdre quelques centimes. En Pologne, la situation est tout autre : si les prix se sont redressés, ils restent faibles suite au scandale de la viande frauduleuse.

ITALIE : début de la baisse saisonnière des cours pour les mâles

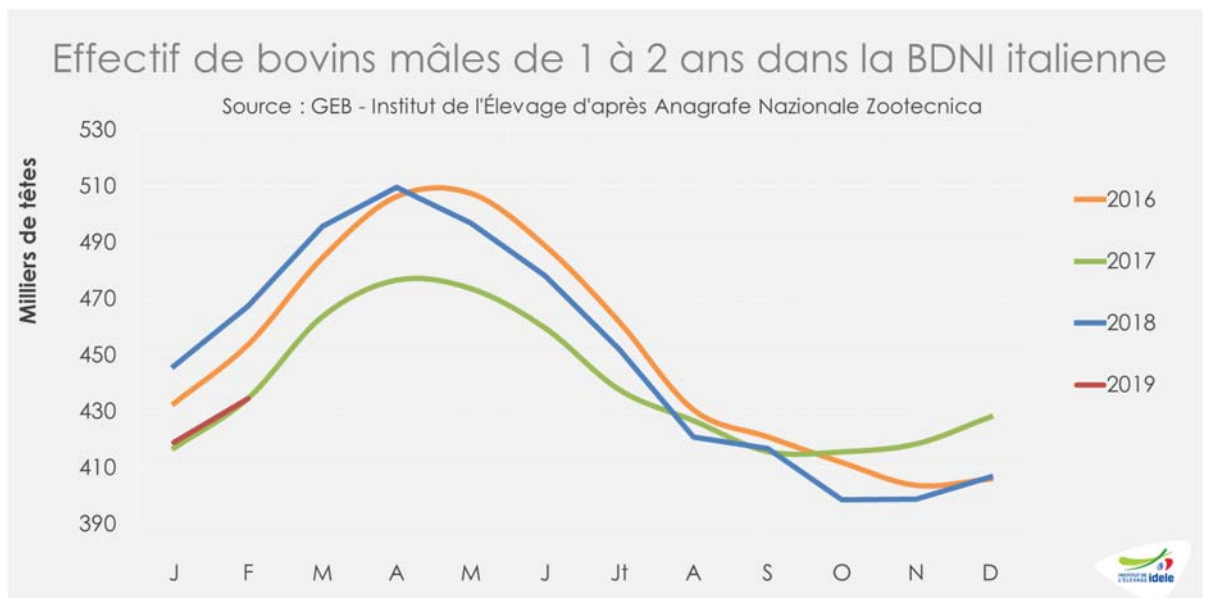
En **Italie**, les cours des jeunes bovins ont entamé leur baisse saisonnière. La cotation du JB mâle charolais de 700-750 kg à Modène a perdu 4 centimes en deux semaines, date de début du reflux. A 2,62 €/kg vif le 25 février (semaine 9), elle rejoint désormais le bas niveau de 2017 (-2% /2018 ; = /2017). Même constat pour les autres cotations de mâles : les Croisés ont perdu 4 centimes sur la même période (2,47 €/kg vif ; -3% / 2018) et les Limousins 2 centimes (2,77 €/kg vif ; -1% /2018).



Les cotations des femelles résistent et demeurent stables. Depuis le début de l'année, le cours des Limousines de 420-480 kg (2,95 €/kg vif ; -1% /2018) est resté stable quand celui des Charolaises (2,65 €/kg vif ; = /2018) s'est apprécié d'un centime.

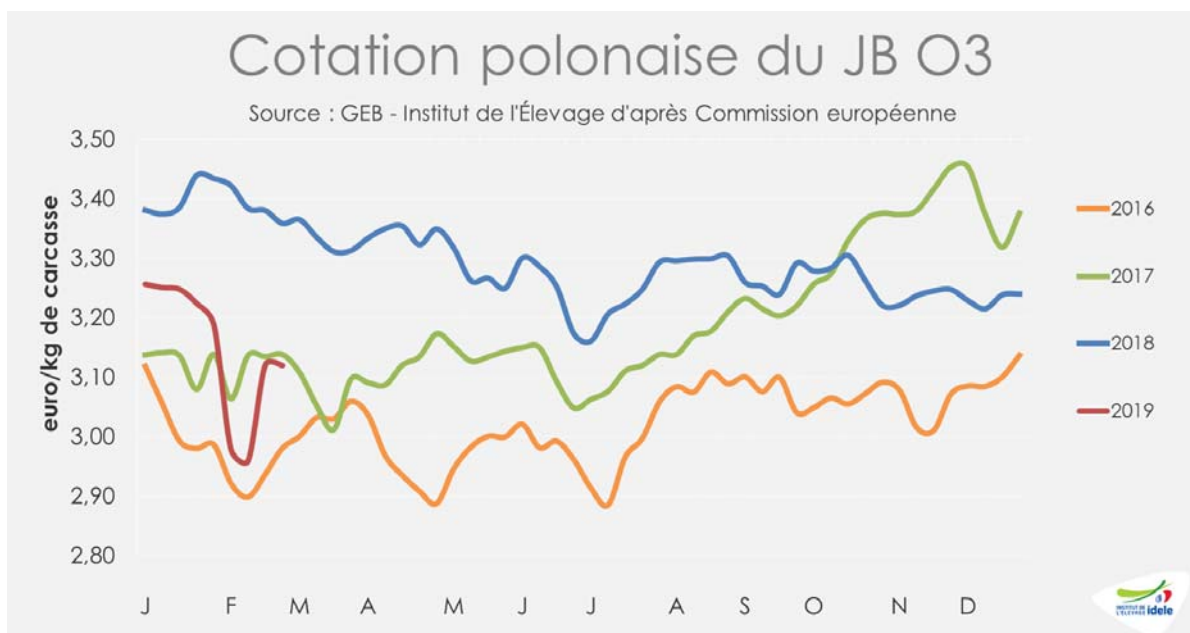
La baisse saisonnière des cours des JB a commencé alors même que le niveau des abattages est plutôt faible faute de disponibilités dans les ateliers d'engraissement.

Au 28 février, le nombre de mâles de 1 à 2 ans dans la BDNI italienne se rapprochait du très faible niveau de 2017 (=), soit bien en deçà de l'effectif de l'année dernière (-7%). Le constat est le même pour les mâles de moins d'un an (-2% /2018 et -3% /2017).



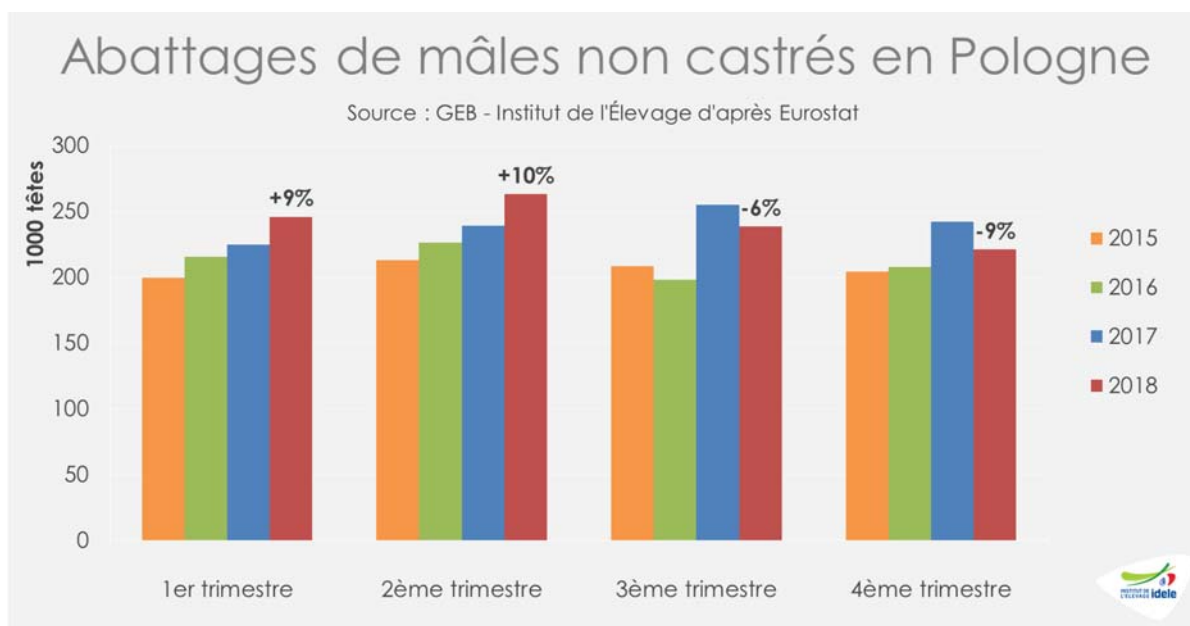
POLOGNE : les cours peinent à se rétablir suite aux révélations de scandale sanitaire

Alors que les cours avaient subi un choc suite à la révélation de fraude à l'abattage d'animaux malades visant notamment les marchés d'exportation, ceux-ci se sont redressés. Ils peinent cependant à retrouver leur niveau d'avant la crise. A 3,12 €/kg de carcasse en semaine 9, la cotation du JB O a repris 16 centimes depuis le creux de la vague observé en semaine 7 (2,96 €/kg). Elle demeure ainsi nettement au-dessous du niveau de l'année dernière (-7% /2018 ; -1% /2017).



Fin 2018, la production de JB en Pologne semblait plafonner. Au quatrième trimestre, seuls 221 000 mâles non castrés ont été abattus (-9% /2017), poursuivant la tendance observée depuis l'été dernier. Sur l'ensemble de l'année, les abattages de mâles non castrés ont tout de même progressé de +1% /2017.

Pour 2019, les experts polonais prévoient désormais une faible hausse de production en lien avec l'évolution des effectifs de vaches recensés fin 2018 (+3,3% /2017) et donc du nombre de veaux.



ALLEMAGNE : poursuite de la baisse saisonnière des prix

En Allemagne, alors qu'ils avaient été plutôt faibles au mois de janvier, les abattages de JB sont un peu plus étoffés. Sur les quatre dernières semaines connues (semaine 6 à 9), ils progressent légèrement (+2% /2018 ; +1% /2017).

Abattages hebdomadaires de JB en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI - moyenne mobile 4 semaines



En face, la demande du marché allemand a été plutôt contenue. Depuis le début de l'année, la consommation de viande bovine en Allemagne est plutôt orientée vers les produits transformés ou les viande hachées. D'après les experts d'AMI, les promotions autour des viandes hachées et leur vente, notamment la viande hachée mélangée multi-espèces (porc et bœuf), ont été nombreuses sur les deux premiers mois de l'année, malgré des températures printanières.

A l'approche des vacances de Pâques et des beaux jours, la demande pourrait évoluer vers une consommation plus dynamique, notamment de grillades.

En attendant, les prix poursuivaient leur baisse saisonnière. Fin février, le JB U cotait 3,75 €/kg de carcasse (-8% /2018 ; = /2017), le JB R 3,69 €/kg (-8% /2018 ; -1% /2017) et le JB O 3,42 €/kg (-9% /2018 ; = /2017).

Cotation du JB R en Allemagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après AMI



IRLANDE : prix dégradés et abattages en hausse

En Irlande, l'enquête cheptel de décembre 2018 montre un léger recul des effectifs de mâles de 1 à 2 ans (-10 000 têtes soit -1% /2017). Il est plus marqué pour les mâles de moins d'un an (-60 000 têtes soit -6% /2017) alors que le nombre de mâles de plus de 2 ans est en hausse (+16 000 têtes soit +9% /2017).

A court terme les abattages de bœufs et de JB pourraient être dynamiques, les baisses d'effectifs des catégories les plus jeunes pourraient freiner la production de taurillons dans les mois à venir.

Si la voie mâle sert d'abord à produire des bœufs, la production de JB n'est pas anecdotique. Depuis le début de l'année, d'après les données de Bord Bia, les abattages de JB sont encore repartis à la hausse. Sur les 5 dernières semaines enregistrées, ils sont en très net progrès (+15% /2018 et +20% /2017).

Abattages hebdomadaires de JB en Irlande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bord Bia - moyenne mobile 4 semaines



Cet afflux d'offre, cumulée à des disponibilités en hausse en femelles pèse sur les cours des JB irlandais, d'autant qu'il y aurait des stocks importants de viande congelée dans les frigos irlandais. En deux mois, la cotation du JB R a perdu 18 centimes (3,39 €/kg éc en semaine 9 ; -8% /2018 et -5% /2017) quand celle du JB O en a perdu 17 (3,23 €/kg ; -11% /2018 et -8% /2017).

Cotation irlandaise du JB R3

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



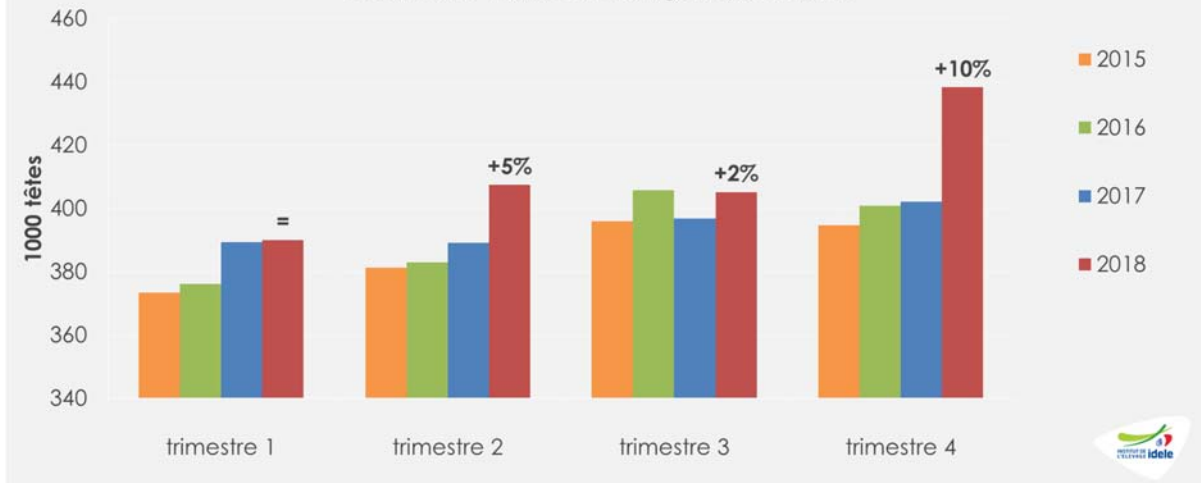
ESPAGNE : prix sous pression

En Espagne, la baisse drastique des exportations de JB finis vers la Turquie a mis les prix sous pression au second semestre de 2018. Les exportations de JB finis vers la Turquie, qui frôlaient les 12 000 têtes en juillet 2018, sont désormais nulles depuis octobre dernier.

Ces animaux, non exportés en vif, ont participé à l'importante hausse des abattages espagnols de mâles non castrés enregistrés au dernier trimestre de 2018 (+10% /2017).

Abattages de JB et taureaux en Espagne

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat



Depuis, les cours du JB peinent à se redresser. Début mars, le JB R espagnol cotait 3,72 €/kg de carcasse, soit 19 centimes de moins que l'année dernière à pareille époque (-5% /2018).

Viandes bovines » Femelles » France » offre en retrait, remontée des cours

Contrecoup des réformes anticipées en 2018, l'offre de femelles est en net retrait et les prix repartent à la hausse.

Forte baisse des sorties de femelles

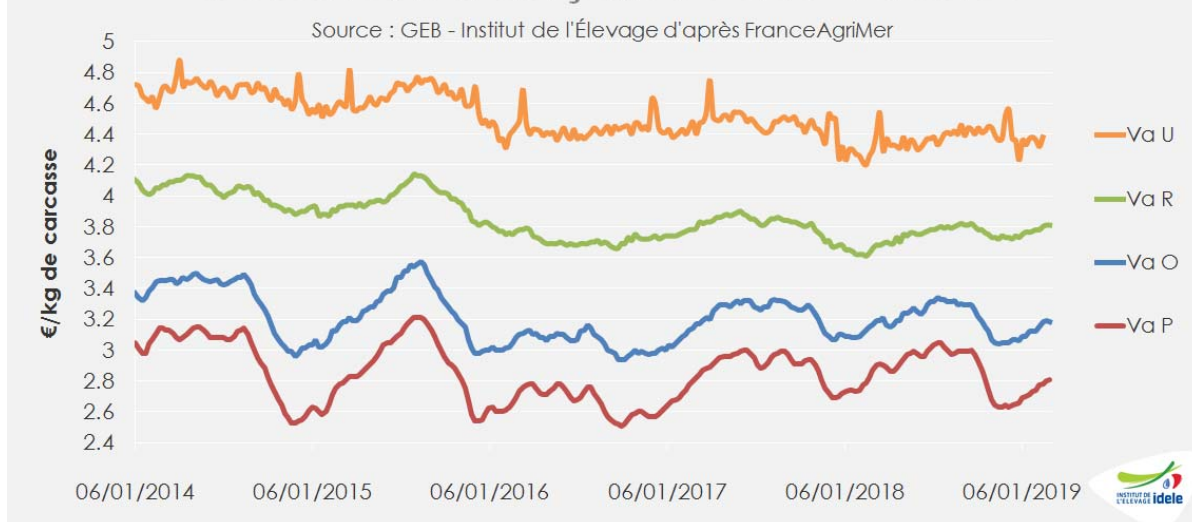
D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les abattages de vaches ont reculé en février (-3% /2018 pour les vaches laitières sur les 4 semaines du mois et -6% pour les vaches de type viande), de même que ceux de génisses (-2%). Au total, les abattages de gros bovins enregistrent un recul de 4%. Ce retournement de tendance, déjà perceptible depuis décembre dernier, est le résultat des abattages massifs réalisés en 2018 qui ont conduit à une baisse significative du cheptel.

Au 1er février, le cheptel français de vaches laitières était en baisse de 0,9% /2018 et celui de vaches allaitantes en recul de 1,7%. Les génisses en âge d'intégrer le troupeau étaient quant à elles très peu nombreuses (-7% pour les génisses laitières de 18-36 mois et -3% pour les génisses de race à viande de 18-36 mois), ce qui limitera fortement les réformes en 2019.

Les prix se redressent

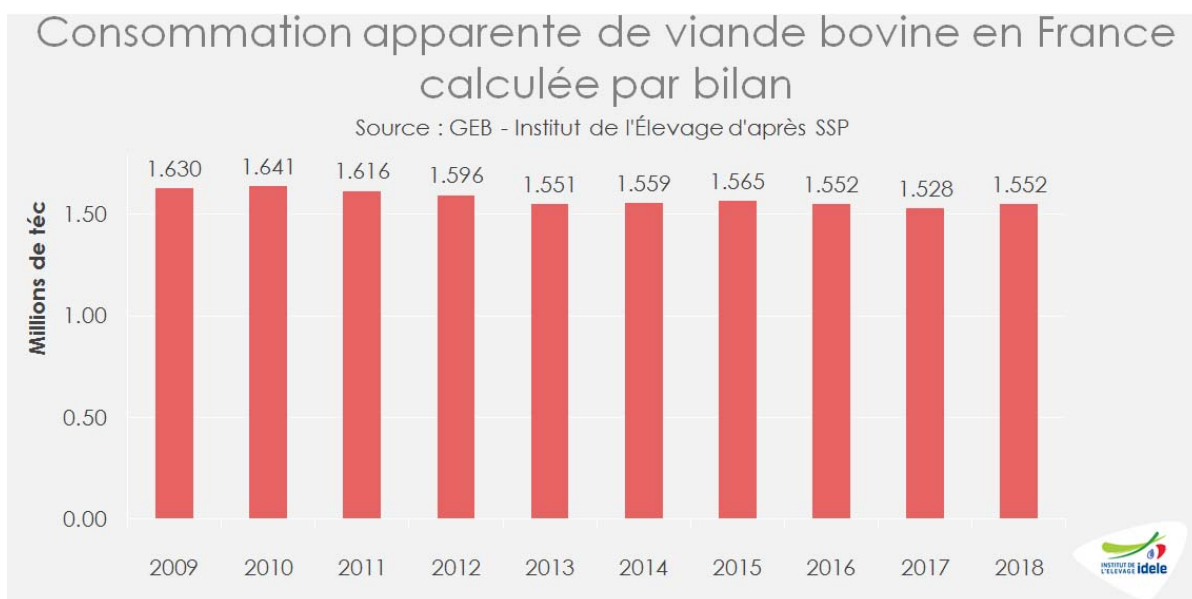
Les cotations des vaches ont gagné entre 7 et 16 centimes sur les 10 premières semaines de l'année. Début mars, la vache U cotait 4,43 €/kg de carcasse (+3% /2018 ; +1% /2017), la vache R 3,81 €/kg (+4% / 2018 et +1% /2017) et la vache O 3,18 €/kg (+1% /2018 ; = /2017). La baisse des effectifs et la bonne orientation des cours dans les pays voisins (sauf en Irlande) devraient permettre de maintenir la hausse des cours dans les prochaines semaines.

Cotations françaises des vaches



Plus de viande bovine écoulee sur le marché français en 2018

La consommation française de viande bovine calculée par bilan par le SSP s'est élevée à 1,55 million de tonnes équivalent carcasse en 2018, un niveau égal à celui de 2016 et supérieur de 1,6% au bas niveau de 2017. Les volumes consommés restent en baisse par rapport aux années antérieures (-1,6% par rapport à la moyenne quinquennale 2011-2015).



La hausse des volumes abattus en France (+17 000 téc /2017) s'est ajoutée à la hausse des volumes importés (+9 000 téc), alors que les volumes exportés – à retrancher du bilan – n'ont que peu progressé (+3 000 téc). Ce surplus de disponibilités a probablement été écoulé en restauration hors domicile, les chiffres du panel d'achats des ménages indiquant une baisse des volumes achetés tant en GMS qu'en boucherie traditionnelle.

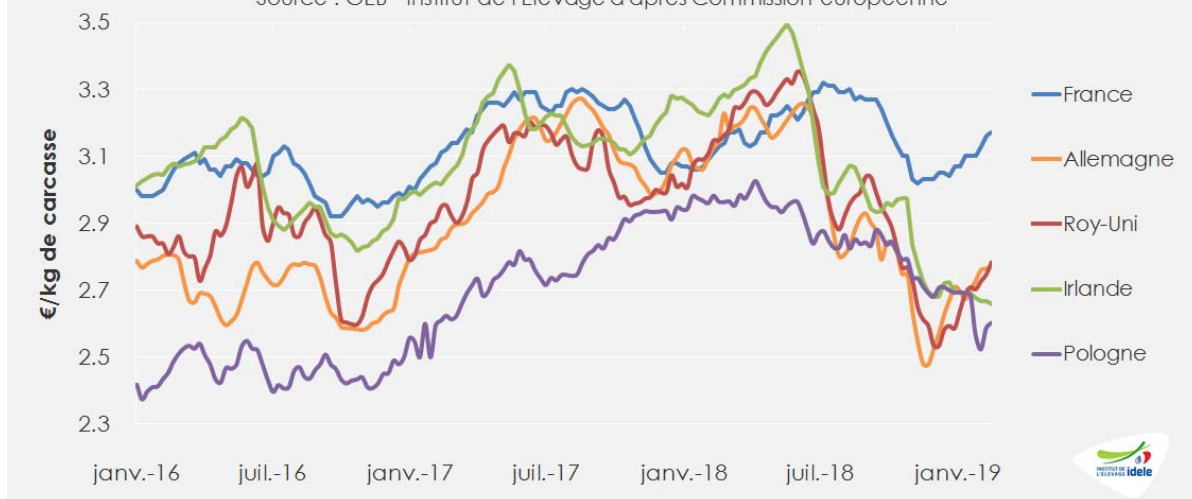
Viandes bovines » Femelles » Europe »

Les cours des vaches remontent, sauf en Irlande

Après un afflux au second semestre 2018, les réformes de vaches se sont fortement ralenties en Europe, ce qui permet aux cours de remonter. Seule l'Irlande voit ses prix reculer encore en raison d'abattages dynamiques en début d'année, de stocks de viande congelée toujours étoffés et des incertitudes sur les règles d'accès au marché britannique suite au *Brexit*. En Pologne, les prix qui avaient plongé suite au dernier scandale ont déjà regagné quelques centimes.

Cotations des vaches O en Europe

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



ALLEMAGNE : reprise des cours grâce à des abattages en retrait

En **Allemagne**, la baisse des abattages, le maintien de la demande pour la viande de bœuf en particulier pour la transformation, ainsi que la hausse du prix du porc, ont permis aux cours des vaches de regagner plus de 10 centimes depuis le début de l'année. La cotation de la vache O est remontée à 2,72 €/kg de carcasse début mars. Elle reste toutefois à un bas niveau (-12% /2018 et -3% /2017) étant donnée la baisse vertigineuse qu'elle avait subi tout au long du second semestre 2018.

Les abattages de vaches sur les 9 premières semaines de l'année sont en retrait par rapport aux années précédentes (-2% /2018 et -5% /2017). D'après les experts allemands, et compte tenu de l'état du cheptel (voir l'article sur les cheptels), la production de viande bovine en Allemagne devrait baisser de près de 2% en 2019.

POLOGNE : Les prix remontent après la crise de février

En **Pologne**, les cours ont chuté brutalement début février suite à la révélation de l'abattage de vaches malades sans contrôle vétérinaire dans un abattoir polonais. La cotation de la vache O avait alors perdu 16 centimes en 2 semaines pour tomber à 2,52 €/kg. Depuis, elle s'est presque rétablie, remontant à 2,60 € début mars. Si la confiance revient, les prix continueront à augmenter dans le sillage des prix européens.

La production polonaise devrait encore augmenter en 2019, de l'ordre de 2 à 3% d'après les experts polonais. En effet, les cheptels étaient en hausse en fin d'année (voir l'article sur les cheptels).

IRLANDE : abattages dynamiques et prix en baisse

En **Irlande**, les prix poursuivent leur dégringolade sous la pression de l'offre. La cotation de la vache O a encore perdu 10 centimes depuis le début de l'année pour tomber à 2,66 €/kg (-19% /2018 et -12% /2017), alors que les prix remontent au Royaume-Uni.

Outre les incertitudes liées à la situation de marché *post-Brexit*, les abattages de vaches restent très dynamiques en Irlande (+7% / 2018 sur les 10 premières semaines de l'année) et les stocks de viande congelée seraient au plus haut faute de débouché.

Viandes bovines » Maigre »

L'offre limitée soutient les cours

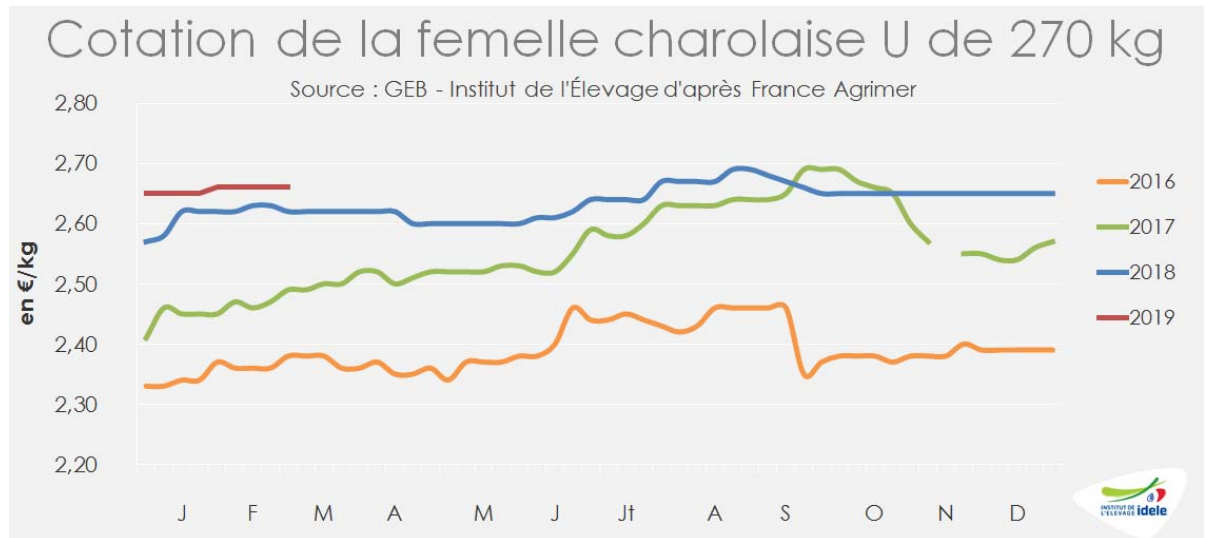
Les cours des bœufs français se maintiennent à un bon niveau en raison d'une offre limitée et d'une demande stable à l'export. Les exportations de femelles continuent de progresser. Le net recul des naissances en janvier interpelle.

Des cotations toujours bien orientées

Les cours des bœufs démarrent l'année 2019 sur de bonnes bases. L'offre globalement limitée rencontre une demande assez ferme des engraisseurs français et italiens. Les cotations se maintiennent à des niveaux proches de 2018. En semaine 10 le mâle charolais type Italie U de 450 kg cotait 2,53 €/kg vif (+1% /2018) et le mâle charolais type France U de 350 kg 2,78 €/kg vif (+1% /2018). Constat similaire en race limousine : le mâle de 300 kg cotait 3,03 €/kg vif en semaine 10, soit 1 centime de moins qu'en 2018.

Les cotations des femelles traduisent le dynamisme sur ce marché depuis plusieurs années en lien avec le développement de l'engraissement de femelles en France et surtout en Italie. En semaine 10, la Charolaise U de

270 kg atteignait 2,66 €/kg vif, soit +2% /2018, +7% /2017 et +12% /2016. Sur la même semaine, la Charolaise U de 400 kg a atteint 2,53 €/kg vif soit +3% /2018, +8% /2017 et +12% /2016. Le constat est moins tranché en race limousine même si le marché reste bien orienté. En semaine 10, la Limousine E de 270 kg cotait 2,79 €/kg vif soit le même prix qu'en 2018, mais +2% par rapport à 2017 et 2016.

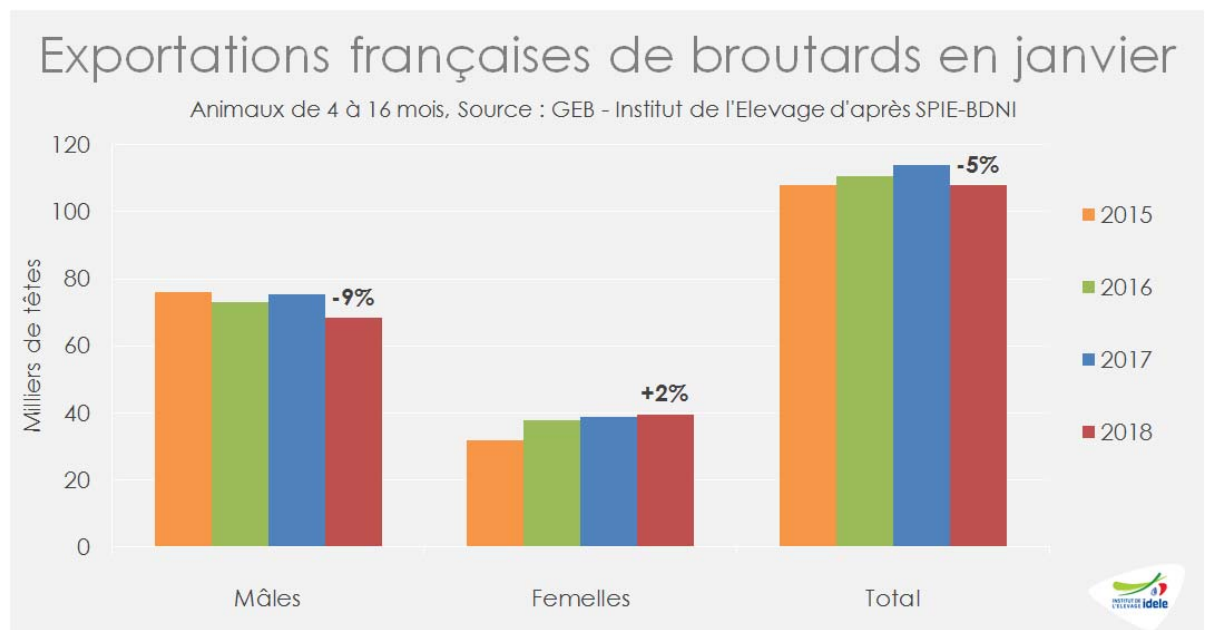


Des naissances limitées

En janvier 2019 les naissances de veaux de mère allaitante ont de nouveau reculé (-4% /2018 et de -9% /2017). Soit le 3^{ème} mois consécutif de repli des naissances allaitantes d'une année sur l'autre (-1,4% en novembre, -0,7% en décembre). Ce recul est préoccupant, comparé à la campagne précédente (2017/2018) déjà très dégradée. La chute des naissances s'explique avant tout par le repli du cheptel français (voir article femelles en France) à l'œuvre depuis 18 mois. Il est également amplifié par la FCO, dont le sérotype 8 aurait provoqué de nombreuses naissances de veaux non viables durant l'hiver 2018/2019, selon le GDS de la Creuse.

Une demande à l'export ferme en Italie

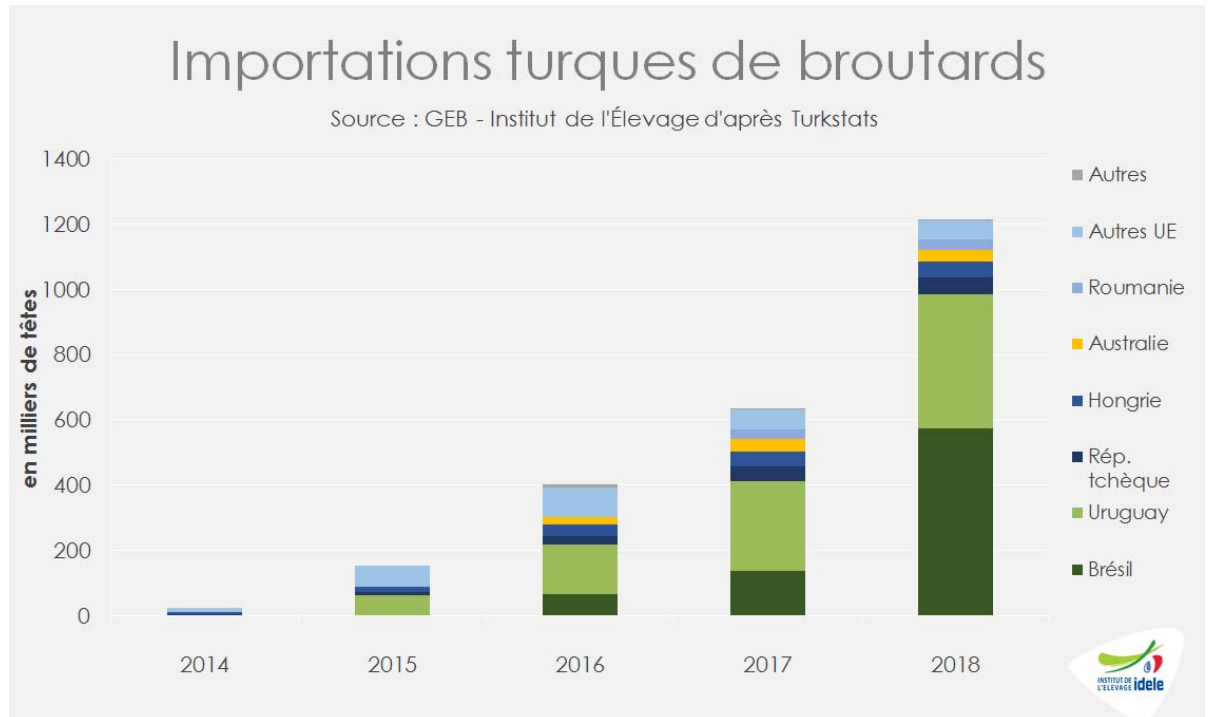
Après une très bonne performance en décembre 2018 (92 000 têtes toutes destinations confondues, +10% /2017), les exportations de brouardards se sont repliées en janvier. D'après les données de la BDNI : 68 300 mâles allaitants de 4 à 16 mois ont été exportés (-9% /2018) et 39 500 femelles allaitantes (-2% /2018). Au total les exportations ont reculé de 5% par rapport au très bon mois de janvier 2018.



Les exportations de brouardards devraient progresser dans les prochaines semaines. D'un côté, les stocks de mâles de 6 à 12 mois sont plus étoffés qu'en 2018 (728 000 animaux soit +1,5% /2018), mais moins élevés que le haut niveau de 2017 (-2%). De l'autre, l'accélération des abattages de JB en Italie devrait stimuler la demande de brouardards français. Les cours devraient en conséquence s'apprécier modérément par rapport à leur bon niveau actuel.

La Turquie a importé plus de brouardards que l'Italie en 2018

Depuis 2016, la Turquie compte sur les importations de broutards pour satisfaire la demande sur un marché intérieur largement déficitaire. En 2018, malgré l'intensité de la crise financière qui a frappé l'économie et provoqué une forte inflation (15% d'inflation générale, 31% d'inflation alimentaire), les importations de broutards ont battu des records. La Turquie a en effet importé 1 210 000 broutards ; près du double qu'en 2017 ! La majorité des animaux sont venus d'Amérique du Sud : avec 573 000 animaux brésiliens (x4 /2017) et 414 000 animaux uruguayens (+51% /2017). La Turquie a également importé 187 000 animaux européens en 2018 (+4% /2017), venus principalement d'Europe de l'Est.



Cette envolée des importations s'explique par le prix très faible des animaux sud-américains (entre 1,0 € et 1,5 € du kg vif au départ du Brésil) combiné à la dévaluation du real brésilien et du peso uruguayen courant 2018 qui compense en partie la chute de la livre turque.

Ces importations impressionnantes, supérieures au total italien en 2018, devraient toutefois être plus modestes en 2019. Probablement pour prévenir un encombrement du marché, l'État turc a décidé un arrêt brutal des importations de tous les bovins vivants début janvier 2019. Il est difficile de prévoir la date et les conditions de réouverture du marché.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Dégradation marquée des cours

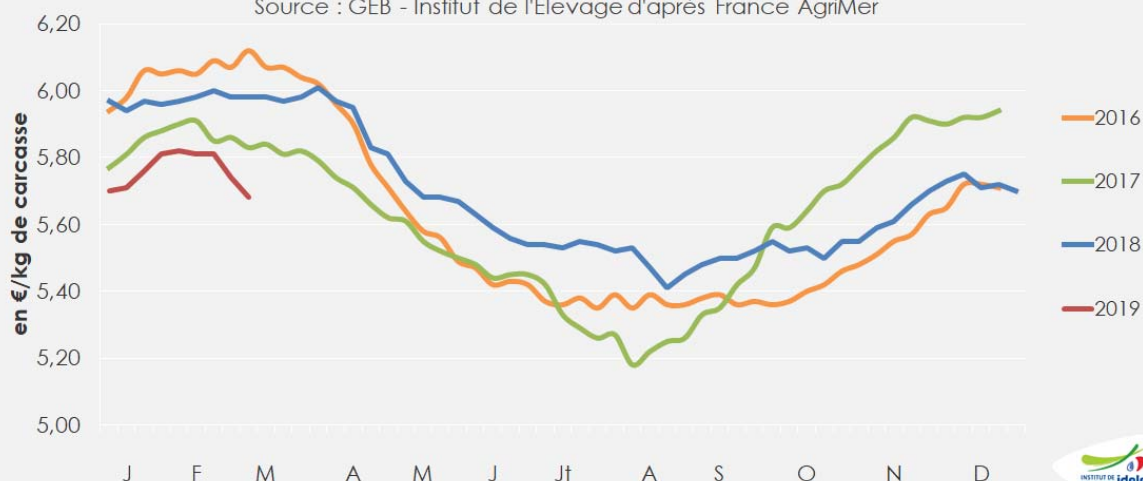
Pourtant bas début 2019, les cours des veaux gras ont amorcé une chute précoce et marquée courant février. La consommation en berne, malgré les promotions du festival du veau, et la hausse de la production européenne pèsent sur le marché. Les intégrateurs limitent les mises en place à l'approche des beaux jours.

Chute précoce des cours

L'année 2019 avait démarré avec un marché lourd se traduisant par des cours bas. La tendance s'accroît sur les dernières semaines avec une cotation du veau rosé clair O élevé en atelier qui chute à 5,68 €/kg en semaine 9 (-3,5% /2018). Face à une offre stable, la météo pré-printanière du mois de février expliquerait la baisse de la consommation des ménages alors même que le festival du veau (période de promotion en magasins) bat son plein, avec un succès mitigé. De plus, les exportateurs néerlandais sont braderaient d'importantes disponibilités. La filière peut espérer une stabilisation des prix à condition d'une météo plus hivernale et d'une bonne demande pour la période de Pâques.

Cotation hebdomadaire du veau rosé clair O élevé en atelier

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après France AgriMer



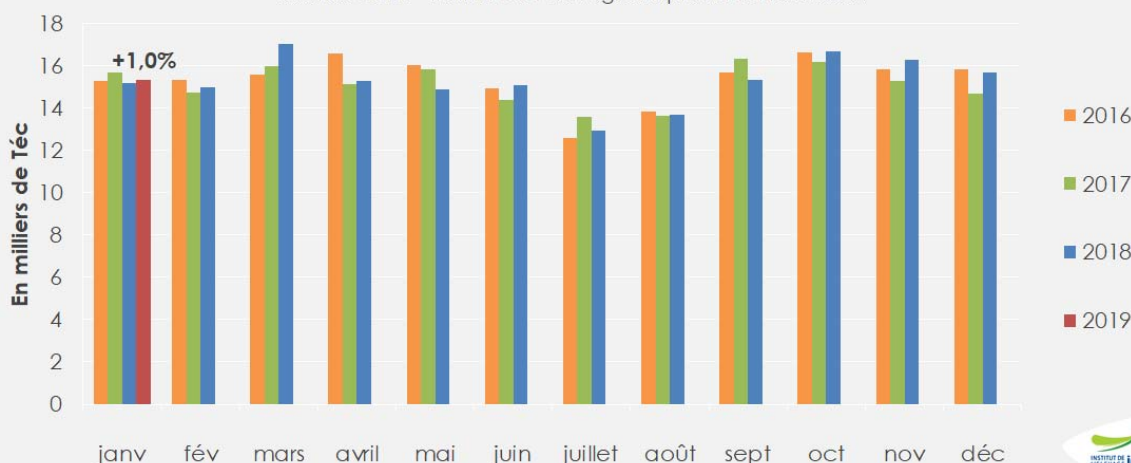
Abattages stables grâce aux importations de vifs finis

En janvier, les abattages sont au même niveau qu'en 2018 avec 107 900 têtes et en légère augmentation en volume (+1% /2018) du fait de l'alourdissement des carcasses (142 kéc en janvier soit +1% /2018). Cette stabilisation intervient après une progression des effectifs au dernier trimestre 2018 (+2,5% /2017 sur 3 mois) qui a maintenu la production annuelle au même niveau qu'en 2017.

Les importations de veaux gras prêts à abattre sont toujours élevées début 2019. En 2018, les effectifs importés ont été multipliés par 4 /2017, atteignant 44 000 têtes. Ils ont ainsi compensé la baisse structurelle des effectifs engraisés en France (-2 % /2017), mais ils sont en grande partie réexpédiés sur la Belgique. La part de veaux gras élevés en France est de 95% des veaux abattus sur les six derniers mois.

Abattages CVJA de veaux gras

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev



Offre européenne tirée par la production néerlandaise

En Belgique, la production abattue en 2018 a décroché de 22 000 têtes en un an (-6% /2017). Cette chute, imputable au développement des flux en vif vers la France, masquerait une légère progression de la production nationale de veaux gras.

Aux Pays-Bas, l'année 2018 s'est conclue par une accélération de la croissance de la production abattue (+15% /2017 en décembre), portant la production annuelle à 230 000 téc (+11% /2017). Après une pause à 207 000 téc en 2016 et 2017, la production est relancée car elle toujours attractive pour les éleveurs et rentable pour les intégrateurs.

Des marchés lourds dans toute l'UE

La production supplémentaire a fortement pesé sur le marché européen du veau, plus particulièrement au second semestre 2018, malgré la conquête de marchés extra-européens par les abatteurs néerlandais. Au 2nd semestre 2018, le cours du veau de boucherie pie-noir néerlandais était en moyenne -4% sous son niveau de

2017. L'impact a été plus tardif sur le marché français avec, au dernier trimestre 2018, un prix moyen pondéré des veaux de boucherie français en recul de -3% par rapport à 2017 et 2016.

Viandes bovines » Veaux nourrissons » Cours déprimés

Malgré des naissances ralenties, le marché du petit veau s'est alourdi et les cotations stagnent début 2019. L'engraissement en France est en recul et le marché espagnol est moins dynamique depuis la réduction des flux de JB finis espagnols vers la Turquie.

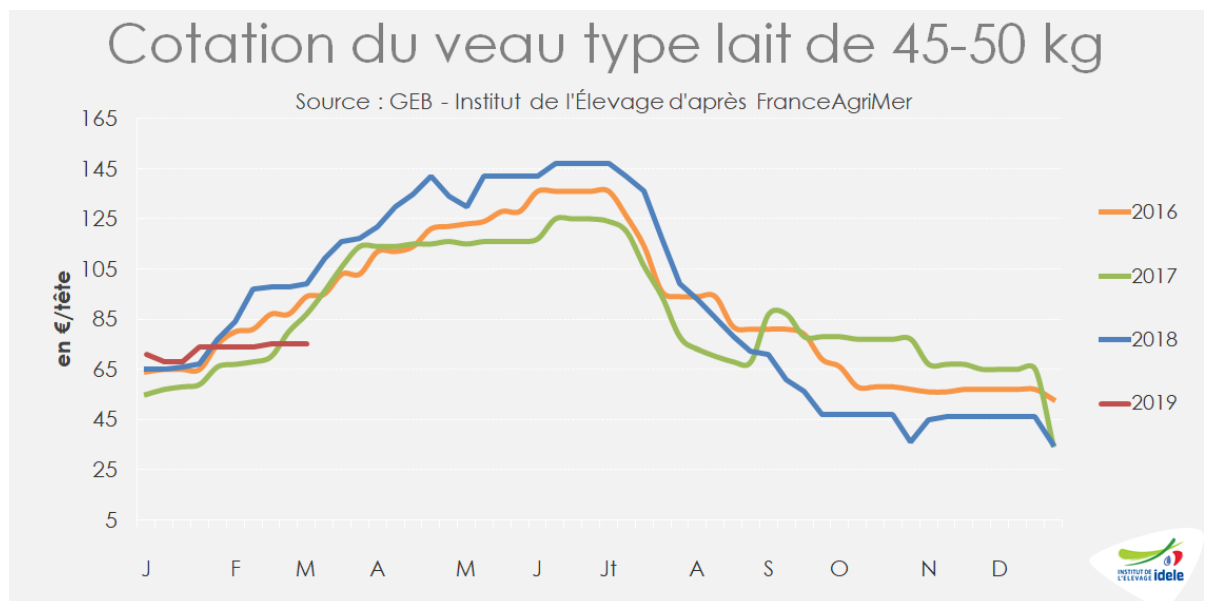
Stagnation des naissances

En janvier, les naissances de veaux de race laitière sont au même bas niveau qu'en 2018 avec 217 000 têtes (= /2018, -5% /2017 et -6% /2016). Ces faibles naissances s'expliquent d'une part par le recul structurel du cheptel français, accentué par la décapitalisation liée à la sécheresse de l'été 2018. D'autre part, par la multiplication des cas de FCO, dont le sérotype 8 aurait provoqué des naissances de veaux non viables durant l'hiver 2018/2019, selon les GDS.

En janvier, la progression de la part de veaux croisés lait-viande se poursuit avec 20% des veaux nés de mère laitière et de père allaitant, contre 19% en 2018, 18% en 2017 et 16% en 2016.

Pas de hausse saisonnière des cotations

En semaine 10, le cours du veau mâle laitier de 45-50 kg stagne à un très bas niveau de 75 €/tête (-31% /2018). Malgré des vêlages ralentis, le marché du veau gras, principal débouché pour ces animaux, est toujours encombré. Les intégrateurs peinent à écouler l'ensemble de la production, surtout depuis le 2nd semestre 2018, du fait de la consommation en berne et de la concurrence néerlandaise. Ils ont en conséquence fortement ralenti les mises en place en prévision de l'été.



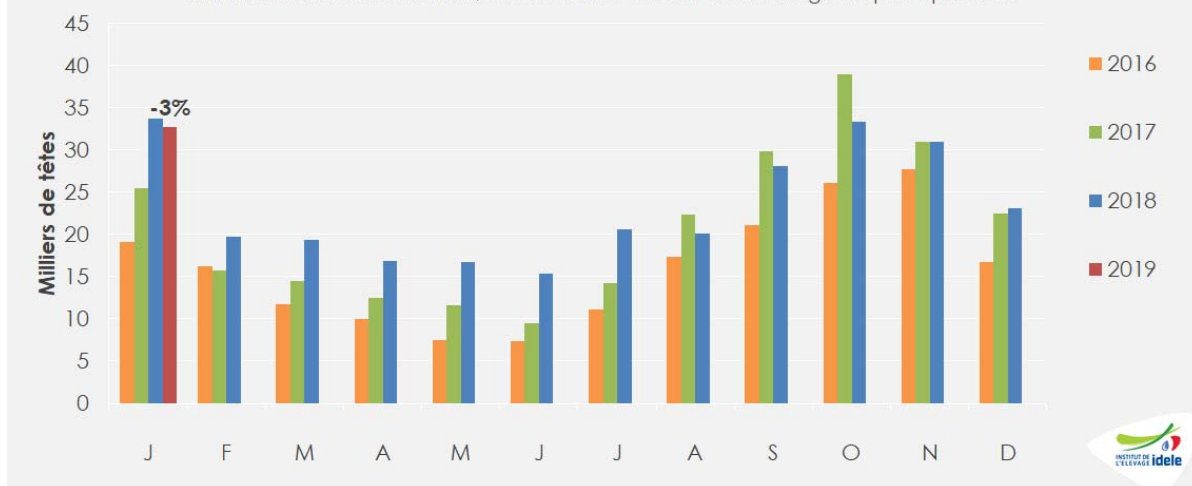
De plus, la demande ibérique en petits veaux pour l'engraissement a fléchi ces derniers mois, en raison de la réduction des importations turques de JB finis espagnols. En conséquence et à l'image du cours des JB, le cours du veau frison espagnol de moins d'un mois chute depuis janvier, à 73 €/tête en semaine 9, soit -19% /2018 et -31% /2017. La tendance s'est ainsi inversée après deux années de cotations élevées pour les petits veaux espagnols.

Des exports moins dynamiques

L'exportation de 32 700 petits veaux en janvier 2019 représente une légère baisse par rapport au record 2018 (-3%) mais une forte hausse par rapport à 2017 (+23%). Malgré la quasi-fermeture du débouché turc, le marché espagnol continue d'absorber 95% des envois français.

Exportations françaises de veaux de mère laitière

Animaux de moins de 2 mois, Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie-BDNI



Très élevés au 1er semestre, les envois 2018 de petits veaux français avaient ralenti au 2nd, mais à des niveaux toujours élevés. La tendance devrait se poursuivre dans les mois à venir.

Collecte ralentie et marchés fermes

La collecte laitière a encore reculé dans la plupart des pays européens début 2019. Elle est très ralentie en France, malgré un cheptel laitier plutôt bien ajusté. Les faibles disponibilités fourragères pénalisent de nombreux élevages. Ce reflux laitier conforte le redressement des marchés des protéines laitières, tandis que le marché du beurre connaît une certaine détente, mais demeure ferme.

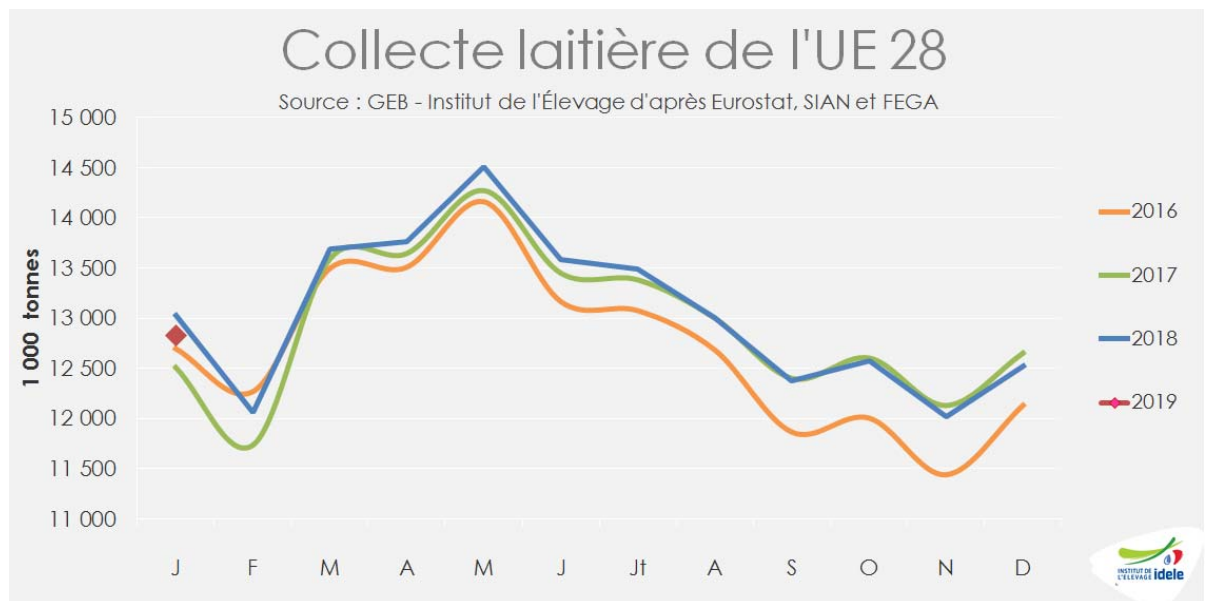
Les marchés des ingrédients laitiers semblent solides jusqu' à la reprise de la production laitière en Nouvelle-Zélande, à moins que le *Brexit* ne mette court rapidement à ce bel anticyclone en formation.

Lait de vache » Collecte laitière »

Toujours en baisse début 2019

La collecte européenne a encore reflué en janvier, de près de 1,5% /2018, dans le sillage de la tendance amorcée au 4ème trimestre 2018 (-0,8% /2017). Le recul semble s'être atténué en février et pourrait se transformer en une progression dès le mois de mars.

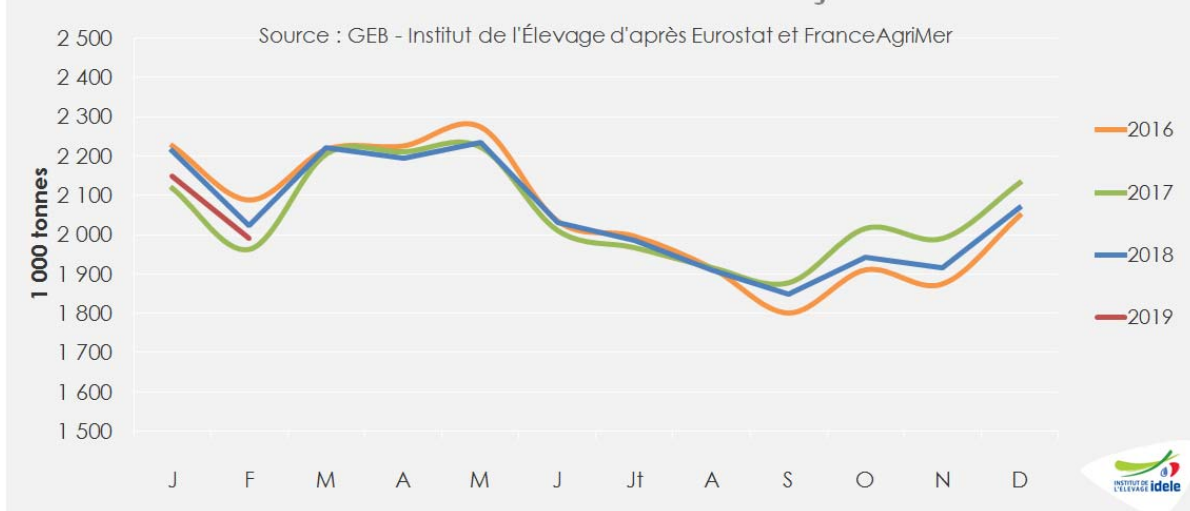
Après avoir terminé l'année 2018 sur un fléchissement de -1% /2017, la collecte européenne a affiché en janvier le repli le plus important depuis février 2017 (-1,5% /2019). Il s'agit du 5ème mois de recul consécutif. Les ¾ des États membres ont enregistré des baisses de collecte, dont les deux plus importants, la France et l'Allemagne.



Prolongation de la baisse de production française

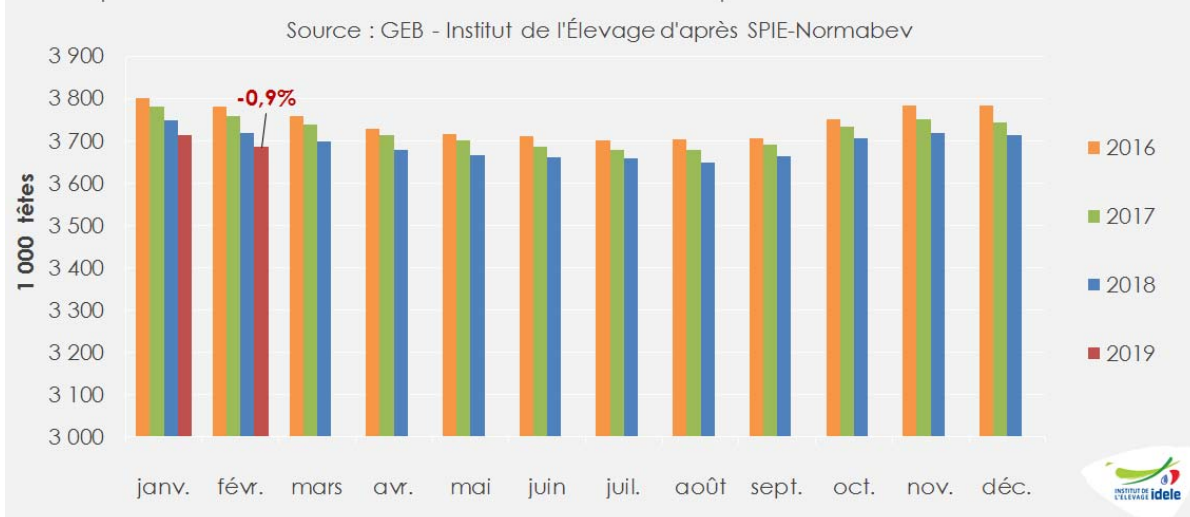
La baisse de production nationale, entamée en août 2018, a connu en janvier son 6^{ème} mois de repli consécutif. Après avoir atteint -3,8% en novembre, le recul s'atténue de mois en mois mais reste fort en janvier (-2,9%). Seule la Normandie semble avoir été épargnée par cette baisse généralisée.

Collecte laitière française



Avec 3,685 millions de vaches au 1^{er} février, le recul du cheptel laitier est stabilisé depuis novembre (-0,9% /2018), après avoir traversé une période de réformes abondantes de vaches laitières de juillet à octobre qui a limité la hausse saisonnière des effectifs, malgré des entrées abondantes de génisses.

Cheptel national de vaches laitières présentes au 1^{er} du mois



Après une baisse saisonnière limitée durant l'automne grâce à la remontée des cours des ingrédients laitiers, le prix du lait standard toutes filières confondues (y compris les laits AB et AOP) a stagné en janvier à 345 €/t (+1,5% /2018), puis a légèrement progressé en février. En janvier, la qualité du lait, en recul d'un mois sur l'autre, reste plus élevée qu'en 2018. Le taux de la matière grasse s'établit à 41,63 g/l (+0,70 g/2018 et celui de la matière protéique à 33,63 g/l (+0,19 g/l).

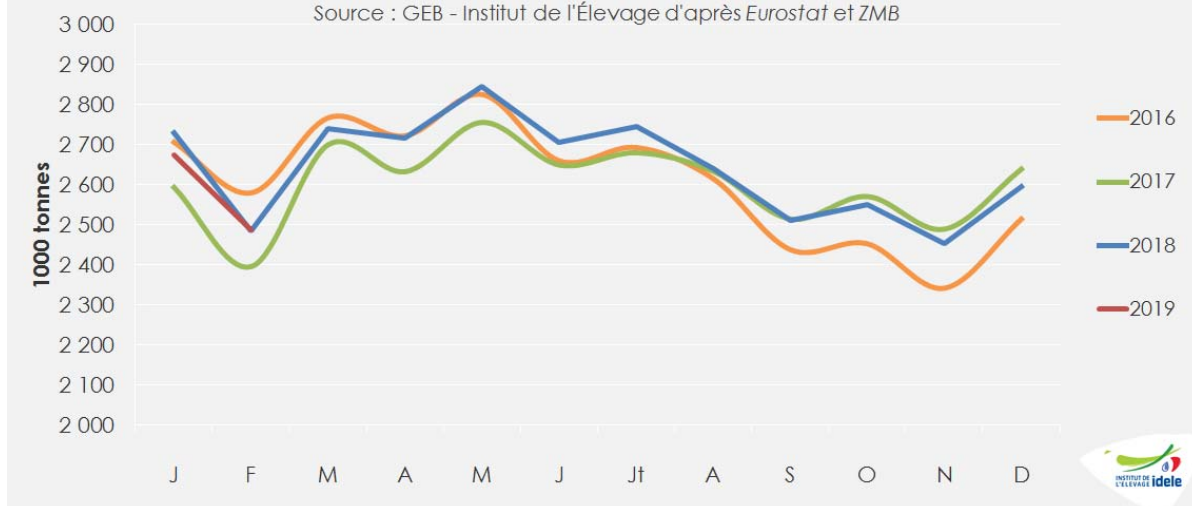
La relative bonne tenue du prix du lait, un effectif de vaches stabilisé et des conditions climatiques favorables devraient permettre à la collecte de se rapprocher des niveaux de 2018. Elle est attendue en recul de moins de -2% en février d'après nos estimations basées sur les sondages hebdomadaires FranceAgriMer.

En Allemagne, reprise de la production

La baisse de collecte laitière allemande en janvier a été la plus importante (-2% /2018) depuis le début de la phase de repli entamée en août 2018. Mais la tendance s'est inversée en février, grâce à des températures relativement douces et saisonnières. Outre-Rhin, la collecte a donc retrouvé courant février le niveau de 2018 avant de le dépasser début mars. Ce rebond s'est effectué malgré un prix du lait en début d'année en recul comparé à la fin 2018. A 320 €/1000 l, le prix du lait standardisé (ramené à 38 g de MG et 32 g de MP) se trouvait en janvier sous son niveau de 2018 avant de repasser au-dessus en février.

Collecte laitière allemande

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et ZMB



Recul de la production dans la majorité des pays

Outre la France et l'Allemagne, la majorité des autres pays de l'UE ont connu une baisse de la production. Aux Pays-Bas, le décrochage s'est poursuivi en janvier 2019 (-5% /2018). Si le recul s'est atténué par rapport au dernier trimestre 2018 (-6% /2017 en moyenne), il s'agit cependant du 12ème mois consécutif de baisse. Le repli s'amplifie en Autriche, avec -6,7% /2018 en janvier 2019. L'Espagne et l'Italie affichent également des productions en recul.

Des hausses de production concentrées sur quelques pays

Après un dernier trimestre 2018 particulièrement dynamique (+21% /2017), la collecte irlandaise a marqué le pas en janvier (+0,6% /2018). Au cours de ce dernier mois de la campagne laitière, le prix du lait s'est situé 11% sous son niveau de janvier 2018.

Les hausses de production sont concentrées sur quelques pays, comme le Royaume-Uni (+2,5% /2018), la Pologne (+2,4%) et le Danemark (+1,7%).

Lait de vache » Marché des produits laitiers »

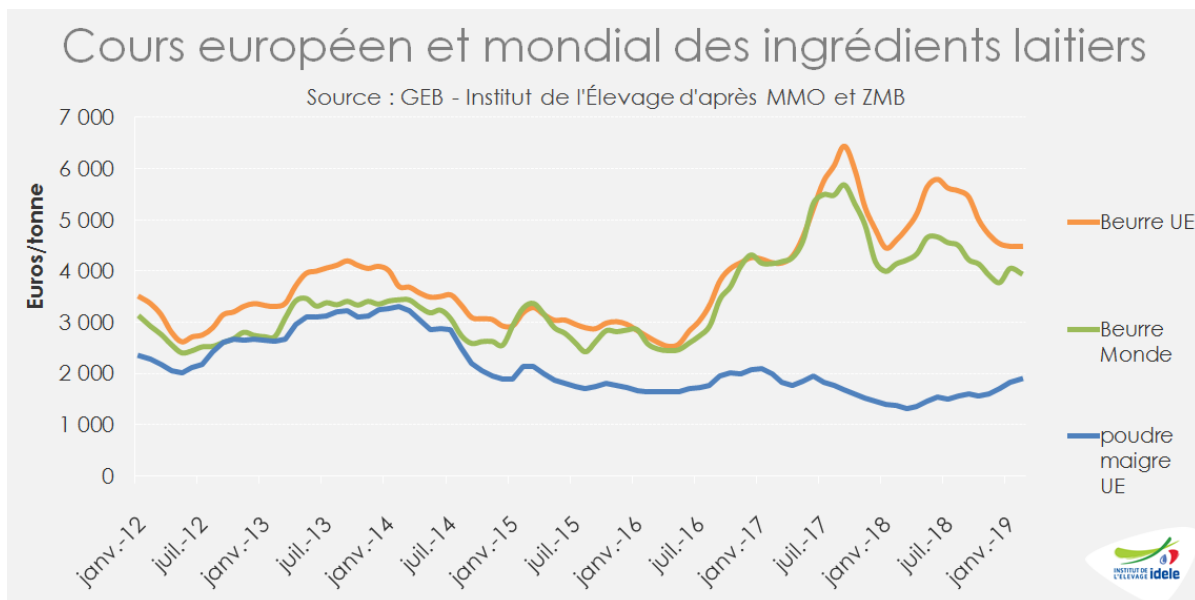
Cours bien orientés

Le ralentissement de la collecte européenne a facilité le redressement du marché des protéines laitières encore plombé jusqu'à l'été par des stocks d'intervention conséquents. Désormais en phase et plus équilibrés, les marchés du beurre et des protéines semblent solides, à moins que le *Brexit* ne mette court rapidement à ce bel anticlone en formation.

Cours des ingrédients stabilisés

Le cours de la poudre maigre s'est stabilisé autour de 2 000 €/t en février, après s'être apprécié de plus de 300 €/t en 3 mois. Début mars, il a retrouvé un niveau correct supérieur de 50% au bas niveau de 2018 à pareille époque, mais bien en-dessous du haut niveau atteint 5 ans plus tôt (3 300 €).

En revanche, le cours du beurre sur le marché spot évolue défavorablement. Il a perdu plus de 400 €/t en un mois à 4 130 €/t début mars. Le prix des facturations se maintient quant à lui à 4 500 €/t. De son côté le cours du gouda en Allemagne (fromage commodité) est stationnaire à 3 030 €/t.

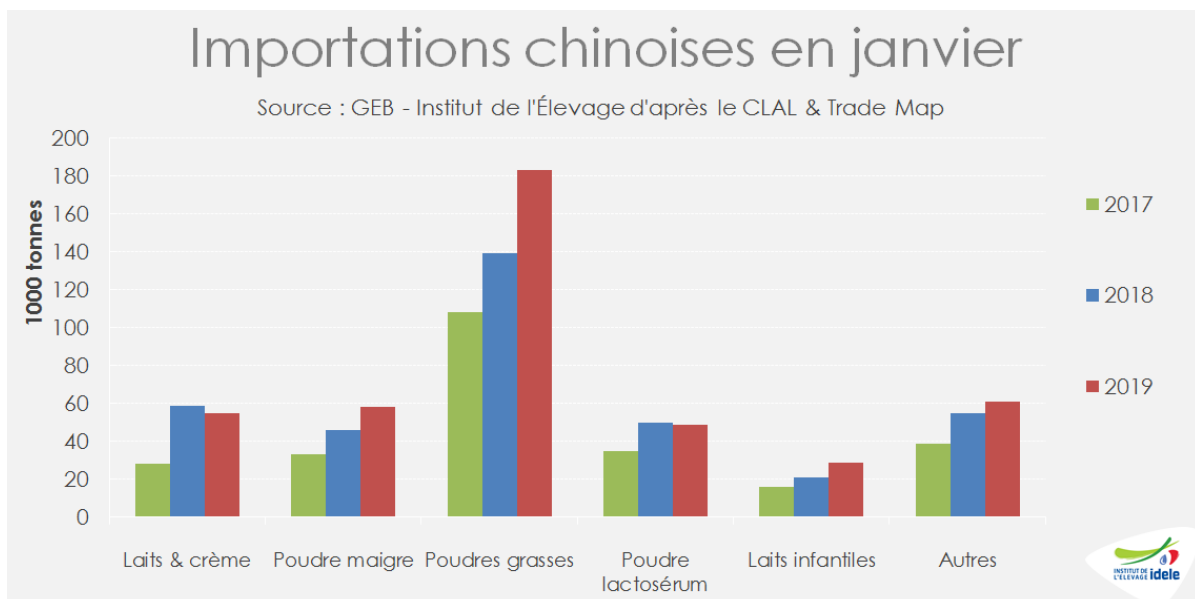


Les fabrications européennes de fromages et d'ingrédients laitiers demeureront bien ajustées aux débouchés tant que la production laitière européenne sera ralentie. Au 1er trimestre, elle se situera légèrement sous son niveau de l'hiver 2018 (voir article collective). Cependant elle pourrait rebondir dès mars, voir avril si la météo douce et humide se confirme auquel cas la production herbagère peut être précoce et abondante, d'autant que le prix du lait sera bien orienté dans les prochains mois.

Toutefois ce bel anticyclone en cours de formation peut tourner si le *Brexit* se concrétise par une sortie sans accord avec l'UE-27 (scénario le plus probable). Rappelons que L'UE-27 exporte au Royaume-Uni pour 3,5 milliards d'euros de produits laitiers qui couvrent l'équivalent du tiers de sa consommation nationale.

Des importations chinoises exceptionnellement élevées en janvier

En janvier 2019, comme les années précédentes à pareille période, la Chine a fortement accru ses importations de produits laitiers de +17% en volume à 435 000 t et de +20% en valeur à 1,46 milliard de dollars. Elle a surtout acheté davantage de poudres grasses (+32% à 183 000 t) et secondairement de poudre maigre (+26% à 58 000 t). Les importateurs chinois se sont rués sur les contingents à droit de douane nul, en hausse d'une année sur l'autre, dont bénéficie la Nouvelle-Zélande. Les importations supplémentaires de poudres grasses en janvier 2019 proviennent presque totalement de Nouvelle-Zélande, pays qui a fourni en 2018 près de 90% des achats chinois en poudres grasses. Celles de poudre maigre proviennent principalement de Nouvelle-Zélande et secondairement de l'UE-28. En revanche, les importations de poudre de lait étatsunienne ont chuté, conséquence de la hausse des droits de douane décidée par la Chine dans le cadre de la guerre commerciale entre les deux pays.



Comme les années précédentes, les importations sont probablement retombées le mois suivant, une fois les contingents remplis. En février 2018, elles avaient été ramenées à 178 000 t tous produits laitiers après avoir culminé à 373 000 t en janvier 2018.

Les droits de douane chinois sont relativement bas : 10% pour les poudres de lait et le beurre, 6% pour la poudre de lactosérum, 15% pour les laits infantiles, 12 à 15 % pour les fromages.

Le cours de l'agneau français repart à la hausse

Après un recul marqué en début d'année, la cotation française amorce sa hausse saisonnière, soutenue par des prix à l'import en augmentation et par l'amélioration qualitative de l'offre.

Viande ovine » France »

La cotation française amorce sa hausse saisonnière

Malgré des abattages et des volumes importés en progression, l'augmentation des prix moyens à l'import et l'amélioration qualitative de l'offre française ont permis au cours français de l'agneau de repartir à la hausse en février.

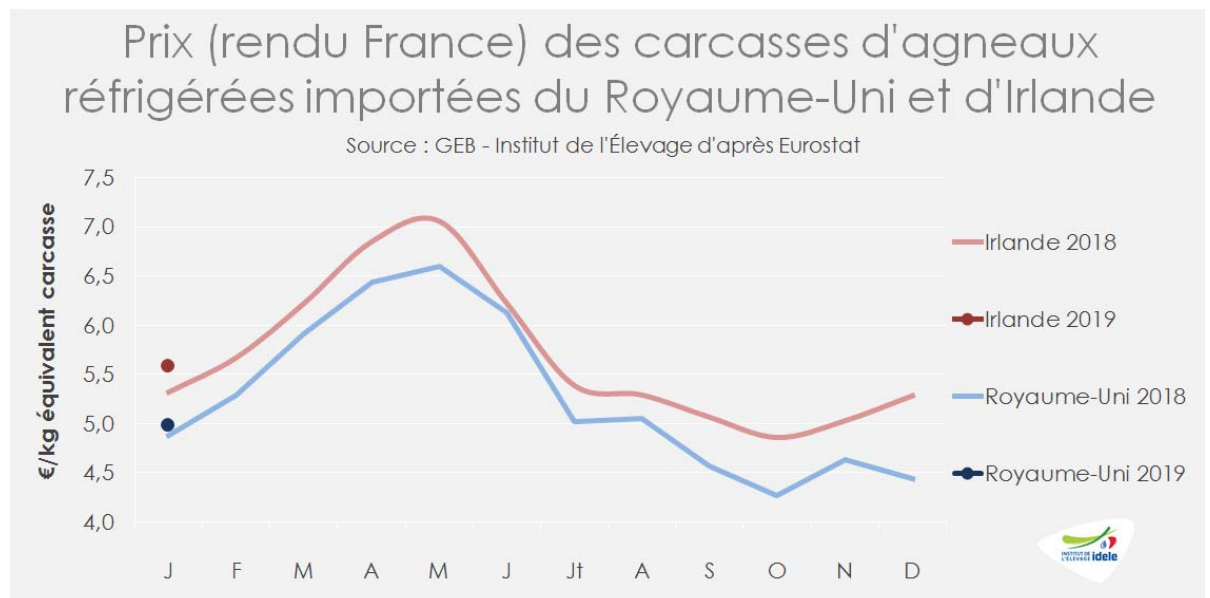
Nouvelle progression des abattages d'agneaux

En hausse au 4ème trimestre 2018, les abattages français d'agneaux ont à nouveau grimpé de 4% en janvier 2019, pour atteindre 259 000 têtes. Leurs carcasses étaient en outre plus lourdes qu'en 2018, à 17,9 kg en moyenne (+1%). Dans le même temps, les abattages d'ovins adultes ont en revanche chuté de 8% par rapport à l'année précédente, à 35 000 têtes, de même que leur poids moyen de carcasse (-2% à 26,3 kg). Au total, la production française de viande ovine s'est établie à 5 600 téc en janvier, soit 3% de plus qu'en 2018.

Les volumes et les prix de la viande ovine importée ont augmenté en janvier

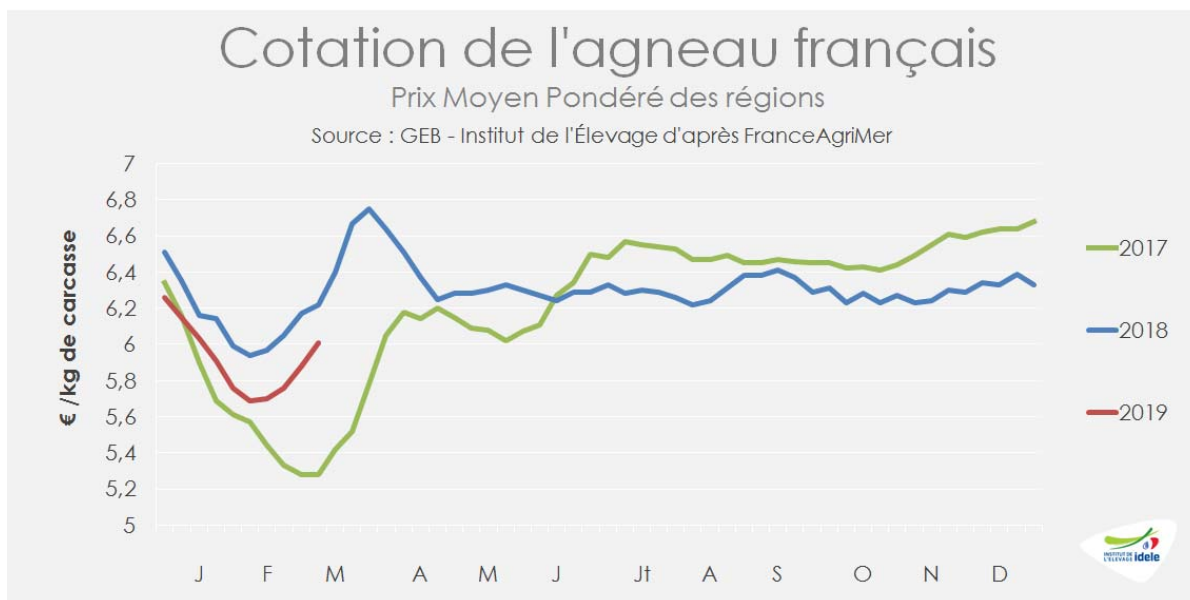
Les importations françaises de viande ovine ont progressé de 7% en janvier, à 7 200 téc, dopées par le dynamisme des achats en provenance du Royaume-Uni (+14% à 3 600 téc) et d'Espagne (+31% à 900 téc). Elles étaient à l'inverse réduites depuis l'Irlande (-11% à 1 300 téc) et la Nouvelle-Zélande (-7% à 1 000 téc).

Le prix de ces importations était toutefois en hausse, allégeant la pression exercée sur le cours français de l'agneau. À respectivement 4,98 €/kg éc et 5,58 €/kg éc, les prix des carcasses d'agneaux réfrigérées importées du Royaume-Uni (70% des envois britanniques) et d'Irlande (26% des envois irlandais) étaient notamment supérieurs de 2% et 5% à leurs niveaux de 2018.



Fin de la baisse saisonnière du cours de l'agneau français

Après un recul plus marqué qu'en 2018 en début d'année, la cotation française est repartie à la hausse en février, notamment à la faveur d'une offre française plus qualitative et de prix à l'import supérieurs à ceux de l'année précédente. À 6,01 €/kg de carcasse début mars, le Prix Moyen Pondéré de l'agneau calculé par FranceAgriMer dépassait ainsi de 32 centimes sa valeur du mois précédent. Suite à l'important repli de janvier, la cotation restait toutefois inférieure de 21 centimes (-3%) à son niveau de 2018, mais était 73 centimes au-dessus de son bas niveau de 2017 (+14%).



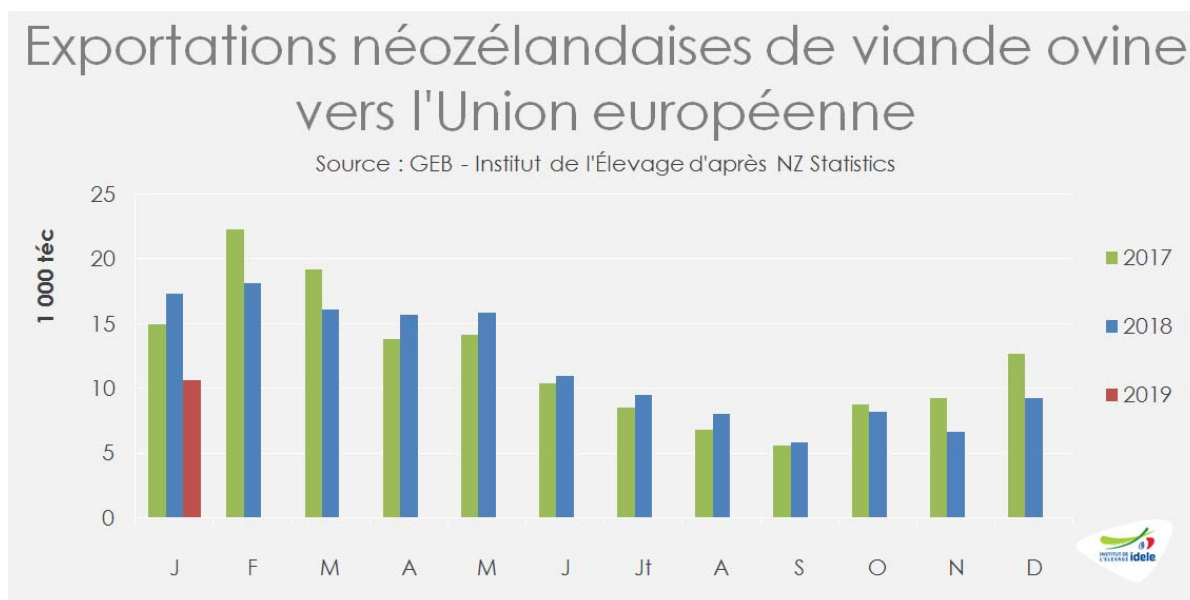
Viande ovine » UE et monde »

Les disponibilités sont toujours en recul en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni

Les abattages continuent de diminuer au Royaume-Uni et en Nouvelle-Zélande, limitant les exportations des deux pays vers le marché européen.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Les exportations vers l'UE à 28 sont en chute libre

Suite à la contraction du cheptel reproducteur (-3% /2017 à 19,1 millions de brebis et agnelles en juin 2018), la baisse de la production de viande ovine se poursuit en Nouvelle-Zélande (-10% /2018 en janvier à 58 300 téc), et impacte le niveau des exportations du pays (-10% en janvier à 42 900 téc). Le bond des envois vers la Chine en janvier (+25% /2018 à 23 300 téc) s'est ainsi à nouveau fait au détriment des expéditions vers l'Union européenne (-39% à 10 600 téc). Les envois ont notamment chuté vers le Royaume-Uni (-27% à 4 600 téc), l'Allemagne (-65% à 1 200 téc) et la France (-30% à 900 téc).



CHINE : Bond des achats de viande ovine

Alors que la production intérieure de viande ovine peine toujours à satisfaire la forte progression de la consommation, les importations chinoises ont bondi de 28% en 2018 pour atteindre un niveau record, à 324 000 téc. Les achats ont notamment augmenté depuis la Nouvelle-Zélande (+28% /2017 à 185 000 téc) et l'Australie (+28% à 134 000 téc).

Importations chinoises de viande ovine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Trade Map



D'après les douanes néozélandaises, les achats chinois étaient toujours en très forte hausse début 2019.

ROYAUME-UNI : Les disponibilités restent limitantes

Suite à la baisse des naissances, liée aux mauvaises conditions climatiques début 2018, les abattages d'agneaux britanniques sont en recul depuis le mois d'avril 2018. À 1,04 million de têtes en janvier 2019, ils ont à nouveau chuté de 7% par rapport à l'année précédente. Les abattages d'ovins adultes ont en revanche progressé de 9% (à 142 000 têtes), limitant la baisse de la production britannique de viande ovine (-3% /2018 à 24 200 téc).

Le « BREXIT » en suspens

Après avoir rejeté massivement, pour la seconde fois, l'accord de divorce négocié avec l'Union européenne et voté une mention excluant pour autant toute sortie de l'UE sans accord, les députés britanniques se sont prononcés, le 14 mars, en faveur du report de la date du « Brexit », normalement prévu le 29 mars 2019. L'accord de divorce sera par ailleurs remis une nouvelle fois au vote d'ici le 20 mars.

Si les députés l'approuvent enfin, Theresa May demandera à l'Union européenne un report de 3 mois du « Brexit » (jusqu'au 30 juin 2019), pour avoir le temps de faire voter les lois nécessaires à son application. S'ils votent à nouveau contre, un report plus long sera nécessaire, ce qui impliquera la participation du Royaume-Uni aux élections européennes de mai, pour élire des députés britanniques au Parlement européen. Dans tous les cas, le report de la date du « Brexit » devra être approuvé à l'unanimité par le Conseil européen, lors du prochain sommet, prévu les 21 et 22 mars.

Toutes les options, « deal » comme « no deal » restent ainsi aujourd'hui sur la table...

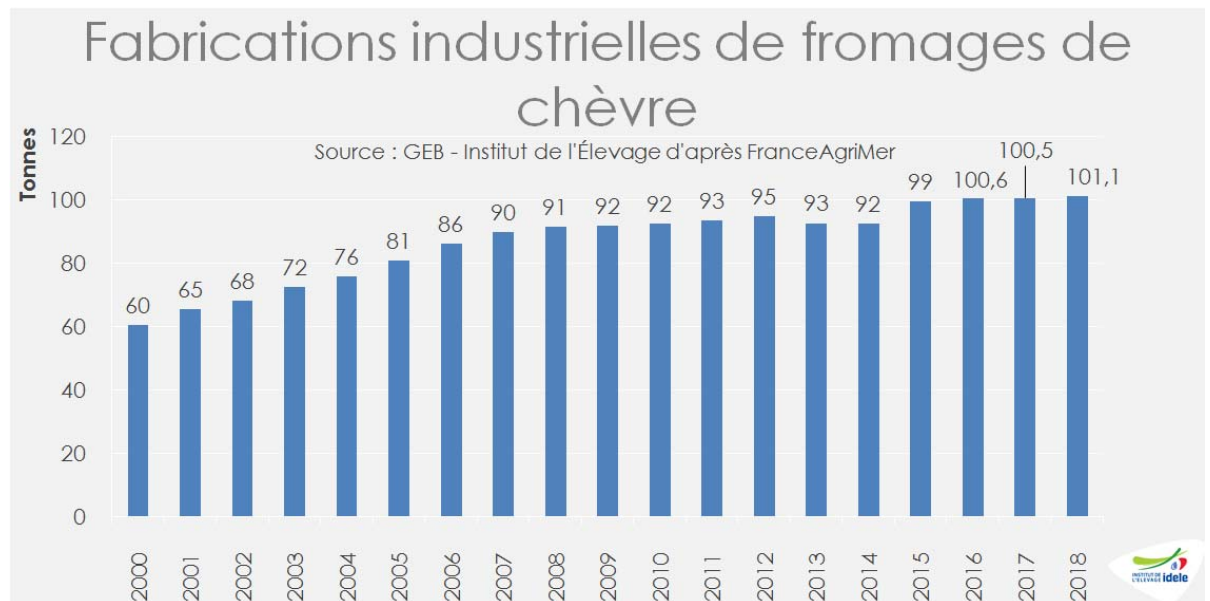
Le cheptel caprin s'étoffe enfin!

Malgré un démarrage laborieux, la hausse du cheptel caprin devrait profiter à la filière caprine et aboutir à la progression des volumes livrés et de la viande produite en 2019. Les efforts de relance de la filière semblent ainsi enfin porter leurs fruits pour répondre à une demande croissante de fromages à l'export.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre - France »

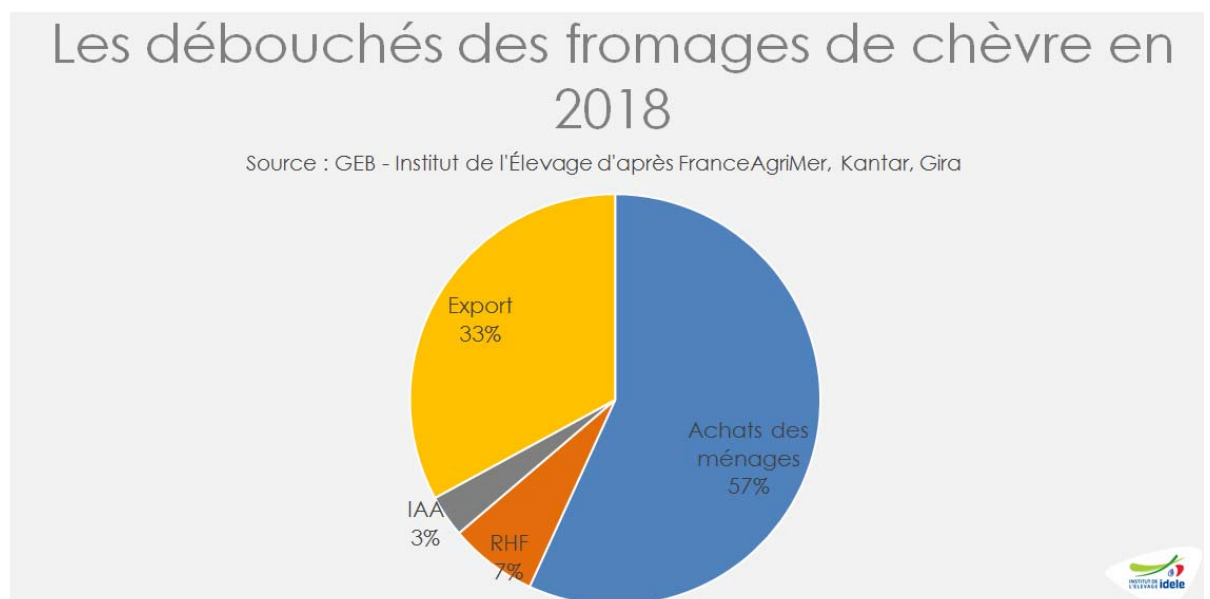
Des fromages de chèvre toujours plus exportés

Les fabrications de fromages de chèvre ont été relativement molles en 2018. Elles pâtissent d'une consommation morose en France et semblent être toujours davantage orientées vers l'export.



Des fabrications peu dynamiques

Les fabrications de fromages de chèvre ont atteint un nouveau record en 2018, malgré une croissance plutôt molle. A 101 000 tonnes, elles ont en effet à peine progressé de 700 tonnes d'une année sur l'autre (+0,7% /2017). Elles ont connu une évolution en « dents-de-scie » tout au long de l'année qui n'a pas permis de dégager de véritable tendance. Seulement stables au 1er semestre, elles ont rebondi pendant l'été, avec même une progression de près de 3% au 3ème trimestre. Cette dynamique s'est rompue en fin d'année, avec même une baisse de près de 3% en décembre, en lien avec la baisse de la ressource laitière en France et chez nos voisins européens.

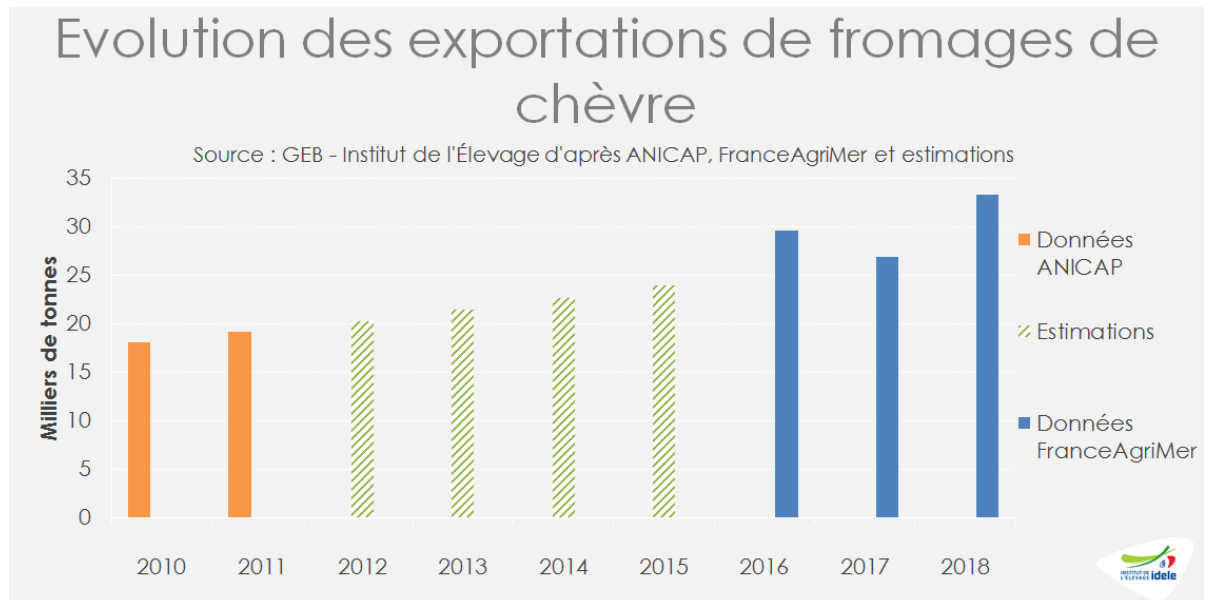


Près du tiers des fromages de chèvre français est exporté

La publication de nouvelles données issues de l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer permet de mieux évaluer la ventilation des débouchés pour les fromages de chèvre français. Les achats des ménages sont restés le 1er débouché qui a absorbé 57% des fabrications. Près d'un fromage sur trois a été exporté. La Restauration hors domicile (RHD) a absorbé près de 7% des volumes. Enfin, la consommation intermédiaire par l'Industrie agro-alimentaire (IAA), sous forme par exemple de fromages à pizza, aurait absorbé 3% des volumes.

Les achats des ménages plafonnent...

La « mollesse » des fabrications s'explique grandement par la morosité de la consommation française : le marché est arrivé à maturité et la demande n'évolue qu'au gré de la croissance démographique. Après avoir nettement progressé en 2015 et 2016, récupérant ainsi les volumes de consommation perdus lors de la pénurie de fromages de chèvre connue fin 2013 – début 2014, les ventes de fromages de chèvre en libre-service des GMS se sont stabilisées. Après avoir progressé de 1,5% en 2017, elles ont même plafonné en 2018 (+0,2% /2017), à 49 400 tonnes d'après les données IRI-CNIEL (soit 49% des fabrications nationales).



...mais les exportations de fromages de chèvre progressent

Jusqu'ici, les exportations françaises de fromages de chèvre étaient peu connues et difficiles à suivre, faute de code douanier spécifique. Les dernières estimations dataient d'une enquête réalisée par l'ANICAP en 2011, qui évaluait alors les volumes exportés à près de 19 000 tonnes de fromages de chèvre. Les données de FranceAgriMer, publiées depuis 2016, permettent aujourd'hui d'avoir une estimation des volumes exportés. Ainsi, près de 33 000 tonnes de fromages de chèvre auraient été expédiés en 2018, soit un bond de +24% /2017. Une telle progression (+ 6 400 tonnes) semble excessive au regard de l'évolution des fabrications (+ 700 tonnes). Ces données doivent être utilisées avec prudence : elles révèlent une probable sous-estimation des volumes exportés en 2017 qui avaient chuté de 9% /2016. Il n'en reste pas moins que, selon les transformateurs, l'export est devenu un débouché majeur... et plutôt dynamique.

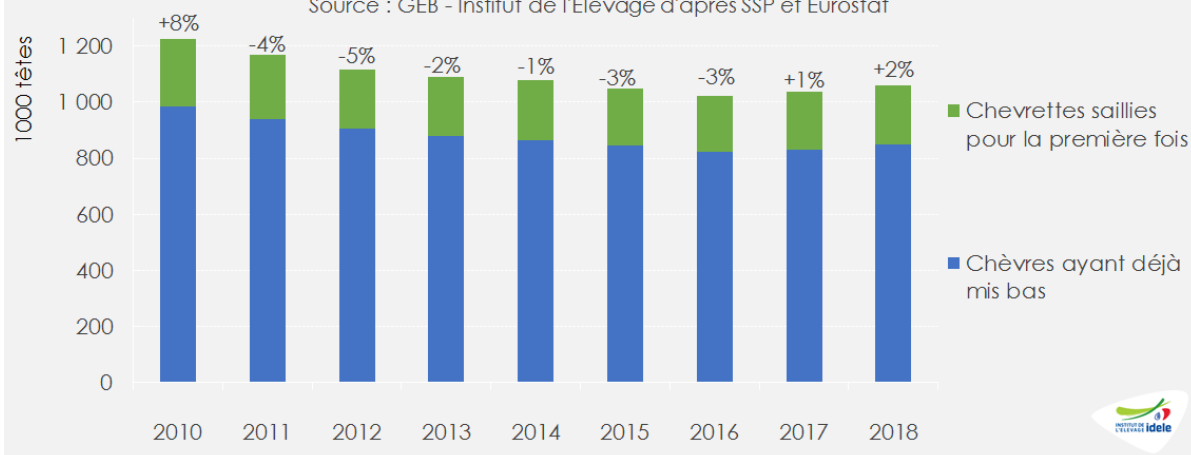
Lait de chèvre et viande » Viande caprine »

La hausse du cheptel caprin se poursuit

Amorcée en 2017, la progression du cheptel caprin s'est accélérée en 2018. Elle laisse présager une reprise plus dynamique de la production de lait de chèvre en 2019, dont la croissance devrait cependant pâtir de la piètre qualité des fourrages.

Evolution du cheptel de chèvres et de chevrettes en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat



La hausse de cheptel se confirme fin 2018

La baisse du cheptel observée depuis 2010 semble enfin enrayée. Après avoir connu une croissance de 1% fin 2017, timide certes mais encourageante après 6 années de baisse, les effectifs de femelles (chèvres et chevrettes) se sont de nouveau étoffés de 2% en 2018 (+19 000 têtes). L'essentiel de la progression a été guidée par le cheptel de chèvres (+2% /2017), conséquence directe de la rétention d'un nombre important de chevrettes en 2017 (+6% /2016). Les effectifs de ces dernières sont restés stables par rapport au niveau élevé de 2017, à 207 000 têtes, laissant présager la poursuite de la recapitalisation attendue depuis 2014. Comme les années précédentes, l'agrandissement des troupeaux a fortement contribué à cette hausse de cheptel. Mais, fait notable en 2018, le nombre de structures de production semble enfin de nouveau haussière, avec notamment une progression du nombre de livreurs après l'été selon les données de FranceAgriMer. Après plusieurs années marquées par une conjoncture favorable et la mise en place de plans de relance de la filière, les installations semblent avoir enfin repris, au point de compenser les cessations d'activité liées aux départs en retraite.

Évolution régionale contrastée

Entre fin 2017 et fin 2018, le cheptel a évolué de façon disparate selon les régions. En Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie, il aurait progressé de plus de 2,5% d'une année sur l'autre, témoignant ainsi d'une amplification de la reprise. En Auvergne-Rhône-Alpes, la progression a été légèrement plus contenue (+2%), mais constitue une inversion de tendance après le repli observé l'année précédente. En revanche, le cheptel de chèvres aurait baissé dans la plupart des autres régions caprines, avec des chutes allant de près de 9% pour la Bretagne à 1% pour la Bourgogne-Franche-Comté en passant par 2% en Pays de la Loire, 4,5% en Centre-Val-de-Loire et 6% en PACA. Ces baisses de cheptel peuvent parfois être expliquées par la pyramide des âges des éleveurs ou être la conséquence d'événements climatiques dans certaines régions. Mais elle pourrait également être le résultat d'un réajustement statistique de la part du SSP, notamment en régions Pays de la Loire, Centre et Bretagne qui avaient vu leurs effectifs bondir en 2017.

Evolution de la collecte de lait de chèvre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer



Une hausse de collecte en perspective

Cette progression du cheptel devrait logiquement annoncer une hausse de la collecte de lait de chèvre en 2019. Néanmoins, son ampleur sera conditionnée par l'évolution des performances zootechniques. Les premières données de collecte annoncent en effet un début d'année compliqué. Selon l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer, qui portent sur 78% de la collecte, elle serait même en repli de 3% sur au « creux » de janvier. D'un côté, le démarrage des lactations semble pâtir des stocks fourragers de piètre qualité. De l'autre, la cherté de l'alimentation animale a incité certains éleveurs à revoir leurs rations, au détriment des rendements. Cette baisse pourrait également traduire un décalage des naissances qui, s'il est avéré, créerait un déséquilibre entre les 1er et 2nd semestres.

La production de viande caprine devrait également augmenter

La hausse du cheptel devrait logiquement aboutir à la hausse des disponibilités en animaux à abattre. Sauf en cas de crise sanitaire ou climatique majeure, les sorties d'animaux de réforme ne devraient pas être massives en raison du maintien d'une bonne conjoncture laitière. En revanche, la production de viande de chevreau devrait progresser plus fortement : à la hausse des disponibilités, pourrait s'ajouter la hausse des poids carcasse des chevreaux dans un contexte de fête pascale tardive.

Croissance laitière stoppée en 2018, relancée en 2019 ?

2018 a été une année en demi-teinte pour l'économie laitière. Les éleveurs laitiers français mais aussi européens ont subi des baisses de revenus dans presque tous les systèmes laitiers. Seules les exploitations laitières avec cultures s'en sortent le mieux.

DOSSIER ANNUEL

BOVINS LAIT

Année 2018
Perspectives 2019
N° 496
18 €

Économie de l'élevage



Croissance laitière stoppée en 2018. Relancée en 2019 ?

- PRODUCTION ET MARCHÉ FRANÇAIS - Recul de la collecte et de l'excédent commercial
- PRODUCTION ET MARCHÉ EUROPÉEN - L'arrêt de la croissance de la collecte européenne
- INDUSTRIE LAITIÈRE - Principaux événements de l'année 2018
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - Des revenus en proie à la hausse des charges

Confédération Nationale de l'Élevage
CNE



La cause ne tient pas au prix du lait, presque stable d'une année sur l'autre, mais à la hausse des charges. Les exploitations ont non seulement supporté une hausse sensible du prix des intrants, énergie et aliments achetés, mais ont surtout subi des réductions de productions fourragères, provoquées par la longue sécheresse estivale qui a sévi sur toute l'Europe du Nord et la France.

Cet incident climatique majeur a affecté la production laitière de nombreux éleveurs et ainsi freiné puis stoppé la croissance de la production laitière dans la plupart des pays européens. Même les pays les plus dynamiques, comme l'Irlande et la Pologne, ont été affectés. Face à la pénurie de fourrages, les éleveurs ont réduit leurs effectifs de vaches sans compromettre pour autant leur potentiel laitier.

Le ralentissement de la collecte laitière européenne au 2nd semestre a ainsi facilité la remise sur le marché des stocks d'intervention de poudre maigre qui ont été vendus à bas prix par la Commission européenne.

Ce nouvel épisode laitier confirme le rôle central occupé par l'UE sur la scène laitière mondiale depuis la fin des quotas, même si la Nouvelle-Zélande a de son côté partiellement compensé le repli européen. Sa production laitière a été très dynamique fin 2018, grâce à l'inverse à des conditions climatiques très favorables à la pousse de l'herbe.

L'année 2019 démarre sous de bons auspices. Les marchés des ingrédients laitiers paraissent solides. En France les premiers résultats de la loi EGALIM sont encourageants dans la filière lait de vache, même si une hirondelle ne fait pas le printemps. Les éleveurs peuvent espérer bénéficier d'un prix du lait bien orienté qui peut restimuler

la production laitière pour peu que les transformateurs manifestent un appétit de lait. À l'échelle de l'UE, il ne fait aucun doute que la production laitière rebondira dès ce printemps notamment si les conditions climatiques sont très favorables. Toutefois, ce bel anticyclone en cours de formation reste sous menaces : comme l'issue du Brexit et son impact sur les échanges européens, ou bien la dégradation des relations diplomatiques et commerciales, de plus en plus rugueuses, entre les principaux blocs (États-Unis, Chine, Russie, UE) sur la scène internationale.

Lien : [Annuel Bovins lait « Croissance laitière stoppée en 2018, relancée en 2019 ? –Dossier Économie de l'Élevage n° 496 février 2019](#)